



Treaty Series No. 8 (1960)

Convention  
on the Establishment of a Security Control  
in the field of Nuclear Energy, and  
Protocol on the Tribunal established  
by the Convention

Paris, December 20, 1957

[The United Kingdom Ratification  
was deposited on May 9, 1958]

*Presented to Parliament by the Secretary of State for Foreign Affairs  
by Command of Her Majesty  
March 1960*

LONDON  
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

PRICE 3s. 6d. NET

Cmnd. 971

253

## CONTENTS

	<i>French and English</i>	<i>German</i>	<i>Italian</i>	<i>Dutch</i>
	<i>Page</i>	<i>Page</i>	<i>Page</i>	<i>Page</i>
CONVENTION ON THE ESTABLISHMENT OF A SECURITY CONTROL IN THE FIELD OF NUCLEAR ENERGY ... ..	4	20	27	34
SIGNATURES TO FRENCH AND ENGLISH TEXTS ... ..	18	—	—	—
SIGNATURES TO GERMAN, ITALIAN AND DUTCH TEXTS ... ..	—	41	41	41
LIST OF RATIFICATIONS ... ..	43			
PROTOCOL ON THE TRIBUNAL ESTABLISHED BY THE CONVENTION ... ..	44	52	55	58
SIGNATURES TO FRENCH AND ENGLISH TEXTS ... ..	50	—	—	—
SIGNATURES TO GERMAN, ITALIAN AND DUTCH TEXTS ... ..	—	60	60	60
LIST OF RATIFICATIONS ... ..	63			

## CONVENTION SUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN CONTRÔLE DE SÉCURITÉ DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

LES GOUVERNEMENTS de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française, du Royaume de Grèce, de l'Irlande, de la République d'Islande, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume de Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque;

AYANT RÉSOLU de promouvoir le développement de la production et des utilisations de l'énergie nucléaire dans les pays membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique (appelée ci-dessous l' " Organisation ") par une collaboration entre ces pays et une harmonisation des mesures prises sur le plan national;

CONSIDÉRANT que l'action commune entreprise à cet effet au sein de l'Organisation vise à développer l'industrie nucléaire européenne à des fins purement pacifiques et ne doit pas servir à des buts militaires;

CONSIDÉRANT qu'à sa séance du 18 juillet 1956 le Conseil de l'Organisation (appelé ci-dessous le " Conseil ") a décidé d'établir dans ce but un contrôle international de sécurité;

CONSIDÉRANT que, par une Décision en date de ce jour, le Conseil a créé, dans le cadre de l'Organisation, une Agence Européenne pour l'Énergie Nucléaire (appelée ci-dessous l' " Agence ") chargée de poursuivre l'action commune entreprise;

SONT CONVENUS de ce qui suit :

### PARTIE I

#### ARTICLE 1

(a) Le but du contrôle de sécurité est de garantir que

- (i) le fonctionnement des entreprises communes créées par plusieurs Gouvernements ou par des ressortissants de plusieurs pays sur l'initiative ou avec l'aide de l'Agence et
- (ii) les matières, équipements ou services fournis par l'Agence ou sous sa surveillance, en vertu d'accords conclus avec les Gouvernements intéressés

ne puissent servir à des fins militaires.

(b) Le contrôle de sécurité pourra s'étendre, à la demande des parties, à tout accord bilatéral ou multilatéral ou, à la demande d'un Gouvernement, à toute activité relevant de ce Gouvernement dans le domaine de l'énergie nucléaire.

#### ARTICLE 2

(a) Aux fins visées ci-dessus, le contrôle de sécurité s'applique

- (i) aux entreprises communes et aux entreprises tombant sous le coup d'un accord conclu conformément à l'article 1 (a) (ii) ou d'une demande faite conformément à l'article 1 (b);
- (ii) aux installations utilisant des matières brutes ou produits fissiles spéciaux récupérés ou obtenus dans lesdites entreprises;
- (iii) aux installations utilisant des produits fissiles spéciaux récupérés ou obtenus à partir des matières brutes ou produits fissiles spéciaux soumis au contrôle en vertu de l'article 1.

# CONVENTION ON THE ESTABLISHMENT OF A SECURITY CONTROL IN THE FIELD OF NUCLEAR ENERGY

THE GOVERNMENTS of the Federal Republic of Germany, the Republic of Austria, the Kingdom of Belgium, the Kingdom of Denmark, the French Republic, the Kingdom of Greece, Ireland, the Republic of Iceland, the Italian Republic, the Grand Duchy of Luxembourg, the Kingdom of Norway, the Kingdom of the Netherlands, the Portuguese Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Kingdom of Sweden, the Swiss Confederation and the Turkish Republic;

HAVING RESOLVED to promote the development of the production and uses of nuclear energy in the Member countries of the Organisation for European Economic Co-operation (hereinafter referred to as the "Organisation") by co-operation between these countries and the harmonisation of national measures;

CONSIDERING that the joint action undertaken to this end in the Organisation is intended to develop the European nuclear industry for purely peaceful ends and must not further any military purpose;

CONSIDERING that at its meeting of 18th July, 1956, the Council of the Organisation (hereinafter referred to as the "Council") decided to establish to this effect an international security control;

CONSIDERING that by a Decision dated this day the Council has established, within the Organisation, a European Nuclear Energy Agency (hereinafter referred to as the "Agency") with the task of pursuing the joint action undertaken;

HAVE AGREED as follows:—

## PART I

### ARTICLE 1

(a) The object of the security control is to ensure that

- (i) the operation of joint undertakings established by two or more Governments or by nationals of two or more countries on the initiative or with the assistance of the Agency and
- (ii) materials, equipment and services made available by the Agency or under its supervision, by virtue of agreements concluded with the Governments concerned

shall not further any military purpose.

(b) The security control may be applied, at the request of the parties, to any bilateral or multilateral agreement, or, at the request of a Government, to any activity for which that Government is responsible in the field of nuclear energy.

### ARTICLE 2

(a) For the above purposes the security control shall apply to

- (i) any joint undertaking and to any undertaking which comes within the scope of an agreement concluded pursuant to Article 1 (a) (ii) or request made pursuant to Article 1 (b);
- (ii) any facility using source materials or special fissionable materials recovered or obtained in such undertakings;
- (iii) any facility using special fissionable materials recovered or obtained either from source materials or from special fissionable materials subject to control by virtue of Article 1.

(b) Toutefois, le Comité de Direction de l'Agence (appelé ci-dessous le "Comité de Direction") peut écarter l'application du contrôle de sécurité dans le cas de produits fissiles spéciaux exportés hors des territoires relevant des Gouvernements parties à la présente Convention, à condition que ces produits soient soumis à un contrôle de sécurité équivalent.

### ARTICLE 3

Pour toute entreprise ou installation soumise au contrôle, l'Agence exercera les fonctions et les droits ci-dessous, dans la mesure fixée par les règlements de sécurité prévus à l'article 8 :

- (a) examiner les plans des installations et de l'équipement spécialisés, y compris les réacteurs nucléaires, uniquement pour s'assurer qu'ils permettront d'exercer efficacement le contrôle prévu par la présente Convention;
- (b) approuver les procédés à employer pour le traitement chimique des matières irradiées, uniquement pour assurer la réalisation du but défini à l'article 1;
- (c) exiger la tenue et la présentation de relevés d'opérations pour faciliter la comptabilité des matières brutes et des produits fissiles spéciaux utilisés ou produits par l'entreprise ou l'installation;
- (d) demander et recevoir des rapports sur l'avancement des travaux.

### ARTICLE 4

(a) Les produits fissiles spéciaux récupérés ou obtenus à partir des matières brutes ou produits fissiles spéciaux soumis au contrôle devront être utilisés exclusivement à des fins pacifiques, sous le contrôle de l'Agence, pour des travaux de recherche ou dans des réacteurs, qui seront spécifiés par le Gouvernement ou les Gouvernements intéressés.

(b) Tout excédent de produits fissiles spéciaux récupérés ou obtenus, en sus des quantités nécessaires aux usages indiqués ci-dessus restera soumis au contrôle de l'Agence, qui pourra exiger sa mise en dépôt auprès de l'Agence ou dans d'autres dépôts contrôlés ou contrôlables par l'Agence, sous réserve que, par la suite, les produits fissiles spéciaux ainsi déposés soient restitués sans retard aux intéressés sur leur demande, pour être utilisés par eux aux conditions spécifiées ci-dessus.

### ARTICLE 5

(a) L'Agence aura le droit et la responsabilité d'envoyer sur les territoires relevant des Gouvernements parties à la présente Convention des inspecteurs désignés par elle après consultation du Gouvernement ou des Gouvernements intéressés, qui, à tout moment, auront accès à tout lieu, à toute personne qui, de par sa profession, s'occupe de produits, équipement ou installations soumis au contrôle, et à tous éléments d'information, nécessaires pour la comptabilité des matières brutes et produits fissiles spéciaux soumis au contrôle, et pour s'assurer du respect des obligations résultant de la présente Convention, ainsi que des accords conclus par l'Agence avec le Gouvernement ou les Gouvernements intéressés.

(b) En cas d'inobservation desdites obligations, l'Agence pourra demander que soient prises les dispositions nécessaires pour remédier à cette situation; si celles-ci ne sont pas prises dans un délai raisonnable, l'Agence pourra prescrire l'une ou plusieurs des mesures suivantes:—

- (i) l'interruption ou la cessation des livraisons de matières, équipements ou services fournis par l'Agence ou sous sa surveillance;

(b) Nonetheless, the Steering Committee of the Agency (hereinafter referred to as the "Steering Committee") may set aside the application of the security control where special fissionable materials are exported outside territory under the jurisdiction of Governments party to the present Convention, provided that these materials are subject to an equivalent security control.

#### ARTICLE 3

With respect to any undertaking or facility subject to control, the Agency shall have the following rights and duties to the extent determined by the security regulations provided for in Article 8:—

- (a) to examine the design of specialised equipment and facilities, including nuclear reactors, for the sole purpose of ensuring that the control can be effectively exercised as provided for in the present Convention;
- (b) to approve the means to be used for the chemical processing of irradiated materials solely to ensure that the object defined in Article 1 shall be achieved;
- (c) to require the maintenance and production of operating records to assist in ensuring accountability for source and special fissionable materials used or produced by the undertaking or facility;
- (d) to call for and receive progress reports.

#### ARTICLE 4

(a) Special fissionable materials recovered or obtained from source or special fissionable materials subject to control shall be used exclusively for peaceful purposes, under the control of the Agency, for research or in reactors specified by the Government or Governments concerned.

(b) Any excess of any special fissionable materials recovered or produced over what is needed for the above-stated uses shall remain subject to the control of the Agency, which may require it to be deposited with the Agency, or in other premises controlled or which may be controlled by the Agency, provided that thereafter at the request of the parties concerned special fissionable materials so deposited shall be returned promptly to the parties concerned for use under the same provisions as stated above.

#### ARTICLE 5

(a) The Agency shall have the right and responsibility to send into territory under the jurisdiction of Governments party to the present Convention inspectors, designated by it after consultation with the Government or Governments concerned, who shall have access at all times to all places and data and to any person who by reason of his occupation deals with materials, equipment, or facilities subject to control, as necessary to account for source and special fissionable materials subject to control and to determine whether there is compliance with the obligations arising from the present Convention and from any agreement concluded by the Agency with the Government or Governments concerned.

(b) If these obligations are not observed, the Agency may request that the steps necessary to remedy the situation be taken; if this is not done within a reasonable time, the Agency may prescribe one or more of the following measures:—

- (i) the suspension or termination of deliveries of materials, equipment, or services supplied by or under the supervision of the Agency;

- (ii) la restitution des matières et de l'équipement fournis par l'Agence ou sous sa surveillance.

#### ARTICLE 6

Les Gouvernements parties à la présente Convention seront tenus d'assurer l'exécution des mesures prescrites en vertu du paragraphe (b) de l'article 5, des mandats délivrés par le Président du Tribunal en vertu de l'article 11 (e) et, s'il y a lieu, la réparation des infractions par les auteurs de celles-ci.

### PARTIE II

#### ARTICLE 7

Le contrôle prévu par la présente Convention est exercé par les organes ci-dessous fonctionnant au sein de l'Agence :—

- (i) le Comité de Direction;
- (ii) un Bureau de contrôle, composé d'un représentant de chaque Gouvernement partie à la présente Convention.

#### ARTICLE 8

(a) Le Bureau de contrôle est compétent pour :—

- (i) élaborer les règlements de sécurité fixant les modalités techniques du contrôle pour les différents types d'entreprises;
- (ii) préparer les clauses relatives à l'application des règlements de sécurité qui figureront dans les accords conclus avec les Gouvernements intéressés;
- (iii) veiller au respect des obligations résultant de la présente Convention ainsi que des accords visés à l'alinéa précédent;
- (iv) examiner les rapports relatifs à l'exercice du contrôle et, dans le cas où il estimerait que des infractions ont été commises, demander que les dispositions nécessaires soient prises pour remédier à la situation, et proposer, s'il y a lieu, au Comité de Direction les mesures à prescrire.

(b) Le Bureau de contrôle informe le Comité de Direction de toute infraction qu'il estime avoir été commise et lui fait rapport périodiquement sur l'ensemble de ses activités.

#### ARTICLE 9

(a) Les délibérations du Bureau de contrôle sont acquises, sauf disposition contraire de son Règlement intérieur, à la majorité de ses membres.

(b) Le Bureau de contrôle est assisté par un personnel international qui comprend le Directeur du contrôle, ainsi que les agents administratifs et techniques nécessaires pour l'exécution des tâches du Bureau de contrôle et, en particulier, un corps d'inspecteurs internationaux. Les inspecteurs et les autres membres du personnel international appartiennent au personnel de l'Organisation.

(c) Sous réserve de leurs responsabilités envers l'Agence, les inspecteurs et les autres membres du personnel international sont tenus, même après cessation de leurs fonctions, de garder secrets les faits et informations dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Toute infraction sera passible, dans les territoires relevant des Gouvernements parties à la présente Convention, des peines qui seraient prévues par les dispositions en

- (ii) the return of materials and equipment supplied by or under the supervision of the Agency.

#### ARTICLE 6

The Governments party to the present Convention shall be responsible for carrying out the measures prescribed under paragraph (b) of Article 5 and by warrants issued by the President of the Tribunal under Article 11 (e) and, where necessary, for ensuring that the parties responsible remedy any infringement.

### PART II

#### ARTICLE 7

The control provided for under the present Convention shall be carried out by the following bodies operating within the Agency:—

- (i) the Steering Committee;
- (ii) a Control Bureau consisting of one representative of each Government party to the present Convention.

#### ARTICLE 8

(a) The Control Bureau shall be competent:—

- (i) to work out the security regulations establishing the technical procedures of control for the different types of undertaking;
- (ii) to prepare clauses concerning the application of security regulations which are to be included in the agreements concluded with the *Governments concerned*;
- (iii) to ascertain whether the obligations arising under the present Convention and under the agreements referred to in the previous subparagraph are being observed;
- (iv) to examine the reports relating to the exercise of the control and, in cases where it considers that infringements have been committed, to request that the steps necessary to remedy the situation be taken, and, where appropriate, to propose to the Steering Committee the measures to be prescribed.

(b) The Control Bureau shall notify the Steering Committee of any infringement it considers to have taken place and shall report periodically to it on all its activities.

#### ARTICLE 9

(a) The decisions of the Control Bureau shall, unless otherwise provided in its Rules of Procedure, be adopted by a majority of its members.

(b) The Control Bureau shall be assisted by an international personnel consisting of a Director of control and the administrative and technical officers needed to carry out the duties of the Control Bureau and, in particular, a group of international inspectors. The inspectors and other members of the international personnel shall be members of the staff of the Organisation.

(c) Subject to their responsibility to the Agency, the inspectors and other members of the international personnel shall not disclose, even after termination of their employment, any facts or information which have come to their knowledge in the performance of their duties. Any contravention of this rule shall render them liable in any territory under the jurisdiction of Governments party to the present Convention to such penalties as may be in



vigueur dans ces territoires concernant la violation du secret professionnel, quelle que soit la nationalité de l'auteur de l'infraction.

(d) L'Organisation doit réparer les dommages injustifiés causés par l'Agence ou par son personnel dans l'exercice de leurs fonctions.

#### ARTICLE 10

(a) Le Comité de Direction est compétent pour prendre toutes les décisions nécessaires à l'application de la présente Convention, et en particulier :—

- (i) approuve le Règlement intérieur du Bureau de contrôle;
- (ii) approuve les règlements de sécurité;
- (iii) conclut, sous réserve de l'approbation du Conseil, les accords avec les Gouvernements intéressés;
- (iv) prescrit, le cas échéant, les mesures prévues à l'article 5 (b).

(b) Les décisions du Comité de Direction relatives à l'application de la présente Convention sont adoptées à l'unanimité de ses membres présents et votants. Toutefois, les décisions prises en vertu du paragraphe (a) (iv) du présent article sont adoptées à la majorité des deux tiers des membres du Comité de Direction, à l'exclusion du membre représentant le Gouvernement sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

#### ARTICLE 11

(a) Les inspections sont effectuées en vertu d'un ordre de mission délivré par le Bureau de contrôle et spécifiant les installations à contrôler.

(b) Le Gouvernement intéressé doit dans chaque cas recevoir préavis du contrôle à effectuer, sans que le préavis indique les installations sur lesquelles portera le contrôle.

(c) Si le Gouvernement intéressé le demande, les inspecteurs internationaux sont accompagnés de représentants de ce Gouvernement, sous réserve que les inspecteurs ne soient pas de ce fait retardés ou autrement gênés dans l'exercice de leurs fonctions.

(d) Les inspecteurs internationaux sont chargés de se faire présenter et de vérifier la comptabilité des matières brutes et produits fissiles spéciaux mentionnée à l'article 3 (c) et d'apprécier si les obligations résultant des dispositions de la présente Convention ainsi que des accords conclus avec le Gouvernement ou les Gouvernements intéressés sont observées. Les inspecteurs rendent compte de toute infraction au Bureau de contrôle.

(e) En cas d'opposition à l'exécution d'une mesure d'inspection, le Bureau de contrôle peut demander au Président du Tribunal prévu à l'article 12 un mandat, afin d'assurer l'exécution de la mesure d'inspection envers l'entreprise en cause. Le Président du Tribunal décide dans un délai de trois jours. Cette décision ne préjuge pas le jugement par le Tribunal des réclamations concernant le même cas, qui pourraient être introduites ultérieurement en vertu de l'article 13.

### PARTIE III

#### ARTICLE 12

(a) Il est créé un Tribunal formé de sept juges indépendants désignés pour une période de cinq ans par décision du Conseil ou, à défaut, par tirage au sort sur une liste comprenant un juge proposé par chaque Gouvernement partie à la présente Convention.

force in that territory for contravening the rules of professional secrecy, whatever may be the nationality of the offender.

(d) The Organisation shall make reparation for any unreasonable damage caused by the Agency or by its personnel in the performance of their duties.

#### ARTICLE 10

(a) The Steering Committee shall be competent to take all decisions necessary for the application of the present Convention and, shall, in particular:—

- (i) approve the Rules of Procedure of the Control Bureau;
- (ii) approve the security regulations;
- (iii) enter into, subject to the approval of the Council, agreements with the Governments concerned;
- (iv) prescribe, where necessary, the measures provided for in Article 5 (b).

(b) Decisions of the Steering Committee relating to the application of the present Convention shall be adopted unanimously by its members present and voting. Decisions under paragraph (a)(iv) of the present Article shall, however, require a majority of two-thirds of the members of the Steering Committee, not including the member representing the Government on the territory of which the infringement has been committed.

#### ARTICLE 11

(a) Inspections shall be carried out by virtue of a warrant issued by the Control Bureau specifying the facilities to be inspected.

(b) In each case, the Government concerned must be notified in advance that the inspection is to be carried out, but such advance notification shall not indicate which facilities are to be inspected.

(c) The international inspectors shall be accompanied by representatives of the authorities of the Government concerned, if that Government so requests, provided that the inspectors shall not thereby be delayed or otherwise impeded in the exercise of their functions.

(d) The international inspectors shall also have the responsibility of obtaining and verifying the accounting referred to in Article 3 (c), relating to source materials and special fissionable materials, and for ascertaining whether there is compliance with the obligations arising from the present Convention and from any agreement concluded with the Government or Governments concerned. The inspectors shall report any infringement to the Control Bureau.

(e) Should a measure of inspection be resisted, the Control Bureau may ask the President of the Tribunal provided for in Article 12, for a warrant for the execution of the measure of inspection against the undertaking concerned. The President of the Tribunal shall give a decision within three days. The decision of the President shall not prejudice the determination by the Tribunal of any subsequent claims concerning the same case which might be introduced later under Article 13.

### PART III

#### ARTICLE 12

(a) There is hereby established a Tribunal consisting of seven independent judges appointed for five years by decision of the Council or, in default, by lot from a list comprising one judge proposed by each Government party to the present Convention.

(b) Si le Tribunal ne compte pas de juge de la nationalité d'une partie à un litige soumis au Tribunal, le Gouvernement en cause peut désigner une personne de son choix pour siéger en qualité de juge supplémentaire pour ce litige.

(c) L'organisation du Tribunal et le statut des juges seront réglés conformément au Protocole annexé à la présente Convention.

(d) Le Tribunal adopte son Règlement de procédure qui est soumis à l'approbation du Conseil.

#### ARTICLE 13

(a) Tout Gouvernement partie à la présente Convention ou toute entreprise intéressée peut saisir le Tribunal institué à l'article 12 de réclamations dirigées contre les décisions

(i) relatives à l'application de l'article 3; le silence gardé pendant un délai de deux mois sur une demande d'examen ou d'approbation équivaut à une décision de rejet;

(ii) prescrivant une ou plusieurs mesures prévues à l'article 5 (b).

(b) Lorsqu'il est saisi d'une réclamation en vertu du paragraphe précédent, le Tribunal statue sur la conformité de la décision attaquée avec les dispositions de la présente Convention, des règlements de sécurité et des accords prévus à l'article 8. S'il constate que la décision attaquée est contraire à ces dispositions, le Comité de Direction est tenu de prendre les mesures que comporte l'exécution de la décision du Tribunal.

(c) Le Tribunal peut mettre à la charge de l'Agence la réparation du préjudice éventuellement subi du fait de la décision attaquée.

(d) Toute entreprise peut en outre demander au Tribunal d'ordonner la réparation par l'Agence du préjudice anormal qu'elle a subi du fait d'une inspection accomplie en application de l'article 5.

#### ARTICLE 14

Le Tribunal sera compétent pour statuer sur toute autre question relative à l'action commune des pays membres de l'Organisation dans le domaine de l'énergie nucléaire qui lui serait soumise par accord des parties à la présente Convention intéressées.

#### ARTICLE 15

(a) Les recours formés devant le Tribunal doivent être introduits dans les cas prévus au paragraphe (a) de l'article 13, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée, ou, dans les autres cas, dans un délai de trois ans à compter de la connaissance acquise par l'entreprise des faits ouvrant droit à réparation en sa faveur.

(b) Sous réserve des dispositions du paragraphe suivant, les recours formés devant le Tribunal n'ont pas d'effet suspensif. Toutefois, le Tribunal peut, s'il estime que les circonstances l'exigent, ordonner le sursis à l'exécution de la décision attaquée.

(c) Les recours introduits devant le Tribunal contre les décisions prises en vertu de l'article 5 (b) (ii) ont un effet suspensif. Toutefois, le Tribunal peut, à la demande de tout Gouvernement partie à la présente Convention, ordonner l'exécution immédiate de la décision.

(b) If the Tribunal includes no judge of the nationality of a party in a case submitted to it, the Government in question may choose a person to sit as additional judge in that case.

(c) The organisation of the Tribunal and the status of the judges shall be in accordance with the provisions of the Protocol annexed to the present Convention.

(d) The Tribunal shall adopt its own Rules of Procedure, which shall be subject to the approval of the Council.

#### ARTICLE 13

(a) Any Government party to the present Convention or any undertaking concerned may bring before the Tribunal set up under Article 12 appeals against decisions:—

- (i) relating to the application of Article 3; if no action has been taken within two months after the request for examination or approval, this is to be taken as a decision to reject the appeal;
- (ii) prescribing one or more of the measures provided for under Article 5 (b).

(b) When an appeal is brought before the Tribunal by virtue of the preceding paragraph, the Tribunal shall decide whether the decision appealed against is in conformity with the provisions of the present Convention, of the security regulations, and of the agreements provided for in Article 8. If it finds that the decision appealed against is contrary to these provisions, the Steering Committee shall take whatever steps are needed to execute the decision of the Tribunal.

(c) The Tribunal may oblige the Agency to make reparation for any damage which might be suffered by the requesting party by reason of the decision appealed against.

(d) Any undertaking may, in addition, request the Tribunal to order reparation to be made by the Agency for any exceptional damage which it has suffered by reason of an inspection carried out in application of Article 5.

#### ARTICLE 14

The Tribunal shall be competent to decide on any other question relating to the joint action of the Member countries of the Organisation in the field of nuclear energy submitted to it by agreement between the parties to the present Convention concerned.

#### ARTICLE 15

(a) Appeals before the Tribunal in the cases provided for in paragraph (a) of Article 13 shall be brought within two months from the date of the decision appealed against, or, in other cases, within three years from the time when the undertaking became aware of the facts enabling it to seek compensation.

(b) Subject to the provisions of the next following paragraph, appeals lodged with the Tribunal shall not operate as a stay of execution. The Tribunal may, however, if it considers that the circumstances so require, order a stay of execution of the decision appealed against.

(c) Appeals lodged with the Tribunal against decisions taken by virtue of Article 5 (b) (ii) shall operate as a stay of execution. The Tribunal may, however, at the request of any Government party to the present Convention order the immediate execution of the decision.

## PARTIE IV

### ARTICLE 16

(a) Un accord sera conclu entre l'Organisation et la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique (EURATOM) pour fixer les conditions dans lesquelles le contrôle établi par la présente Convention sera exercé sur les territoires auxquels s'applique le Traité signé à Rome le 25 mars 1957 instituant la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique (EURATOM), par les organes compétents de l'EURATOM sur délégation de l'Agence en vue d'atteindre les objectifs de la présente Convention. La Commission Européenne créée par ledit Traité sera saisie des propositions à cet effet dès sa constitution, en vue de parvenir à un accord dans les meilleurs délais.

(b) Un accord pourra être également conclu entre l'Organisation et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, pour définir la coopération à établir entre les deux institutions.

### ARTICLE 17

Les fins militaires au sens de l'article 1 comprennent l'utilisation des produits fissiles spéciaux dans des armes de guerre et excluent les utilisations dans des réacteurs pour la production d'électricité ou de chaleur ou pour la propulsion.

### ARTICLE 18

(a) Par "produit fissile spécial", il faut entendre le plutonium 239; l'uranium 233; l'uranium enrichi en uranium 235 ou 233; tout produit contenant un ou plusieurs des isotopes ci-dessus; et tels autres produits fissiles que le Comité de Direction désignera de temps à autre. Toutefois, le terme "produit fissile spécial" ne s'applique pas aux matières brutes.

(b) Par "uranium enrichi en uranium 235 ou 233", il faut entendre l'uranium contenant soit de l'uranium 235, soit de l'uranium 233, soit ces deux isotopes en quantité telle que le rapport entre la somme de ces deux isotopes et l'isotope 238 soit supérieur au rapport entre l'isotope 235 et l'isotope 238 dans l'uranium naturel.

(c) Par "matière brute", il faut entendre l'uranium contenant le mélange d'isotopes qui se trouve dans la nature; l'uranium dont la teneur en U 235 est inférieure à la normale; le thorium; toutes les matières mentionnées ci-dessus sous forme de métal, d'alliage, de composés chimiques ou de concentrés; toute autre matière contenant une ou plusieurs matières mentionnées ci-dessus à des concentrations que le Comité de Direction fixera de temps à autre et telles autres matières que le Comité de Direction désignera de temps à autre.

(d) Par "matière" il faut entendre la matière brute et le produit fissile spécial.

### ARTICLE 19

(a) Tout Gouvernement d'un pays membre ou associé de l'Organisation, non Signataire de la présente Convention pourra y adhérer, à condition qu'il fasse partie de l'Agence, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation.

(b) Tout Gouvernement d'un autre pays non Signataire de la présente Convention pourra y adhérer, à condition qu'il fasse partie de l'Agence, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation et avec l'accord unanime des Membres de l'Organisation. L'adhésion prendra effet à la date de cet accord.

## PART IV

### ARTICLE 16

(a) An agreement shall be entered into between the Organisation and the European Atomic Energy Community (EURATOM) defining the arrangements under which the control established by the present Convention shall be carried out, within the territory to which the Treaty instituting the European Atomic Energy Community (EURATOM) signed at Rome on 25th March, 1957, applies, by the competent bodies of EURATOM by delegation from the Agency in order to attain the objectives of the present Convention. Proposals to this effect shall be submitted to the European Commission set up by the said Treaty as soon as it is constituted in order that such an agreement may be reached with the minimum delay.

(b) An agreement may also be entered into between the Organisation and the International Atomic Energy Agency in order to define the co-operation to be established between the two institutions.

### ARTICLE 17

A military purpose within the meaning of Article 1 includes the use of special fissionable materials in weapons of war and excludes their use in reactors for the production of electricity and heat or for propulsion.

### ARTICLE 18

(a) The term "special fissionable material" means plutonium-239; uranium-233; uranium enriched in the isotopes 235 or 233; any material containing one or more of the foregoing; and such other fissionable material as the Steering Committee shall from time to time determine; but the term "special fissionable material" does not include source material.

(b) The term "uranium enriched in the isotopes 235 or 233" means uranium containing the isotopes 235 or 233 or both in an amount such that the abundance ratio of the sum of these isotopes to the isotope 238 is greater than the ratio of the isotope 235 to the isotope 238 occurring in nature.

(c) The term "source material" means uranium containing the mixture of isotopes occurring in nature; uranium depleted in the isotope 235; thorium; any of the foregoing in the form of metal, alloy, chemical compound, or concentrate; any other material containing one or more of the foregoing in such concentrations as the Steering Committee shall from time to time determine; and such other material as the Steering Committee shall from time to time determine.

(d) The term "material" means source material and special fissionable material.

### ARTICLE 19

(a) The Government of any Member or Associate country of the Organisation which is not a Signatory to the present Convention may accede thereto, provided that it joins the Agency, by notification addressed to the Secretary-General of the Organisation.

(b) The Government of any other country which is not a Signatory to the present Convention may accede thereto, provided that it joins the Agency, by notification addressed to the Secretary-General of the Organisation and with the unanimous assent of the Members of the Organisation. Such accession shall take effect from the date of such assent.

## ARTICLE 20

Tout Gouvernement partie à la présente Convention peut mettre fin en ce qui le concerne à son application, en donnant un préavis d'un an à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation, sans que son retrait puisse mettre fin au contrôle exercé sur les matières fournies antérieurement par l'Agence ou sous sa surveillance.

## ARTICLE 21

(a) La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

(b) La présente Convention entrera en vigueur dès que dix au moins des Signataires auront déposé leurs instruments de ratification. Pour tout Signataire qui la ratifiera ultérieurement, la présente Convention entrera en vigueur dès le dépôt de l'instrument de ratification.

(c) Toutefois, l'application de la présente Convention dans les territoires des pays membres de la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique (EURATOM) sera subordonnée à la conclusion de l'Accord visé à l'article 16 (a), sauf—sans préjudice des conditions qui seront fixées par cet Accord—en ce qui concerne son application aux installations situées dans l'enceinte des entreprises communes.

## ARTICLE 22

Le Secrétaire général de l'Organisation donnera communication à tous les Gouvernements parties à la présente Convention de la réception des instruments de ratification et d'adhésion. Il leur notifiera également la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

---

## ANNEXE

### INTERPRÉTATION RELATIVE À L'ARTICLE 1

Les dispositions de l'article 1 (a) (ii) relatives aux "services fournis par l'Agence ou sous sa surveillance" visent l'aide spéciale qui pourrait être accordée à un pays en vertu d'un accord particulier conclu avec le Gouvernement en cause et n'ont pas pour effet d'étendre le champ d'application de l'article 2 en instituant un droit de suite entraînant le contrôle de l'activité des personnes ayant collaboré à des entreprises communes ou de l'usage des connaissances acquises par les participants à ces entreprises.

## ARTICLE 20

Any Government party to the present Convention may terminate the application thereof to itself by giving twelve months' notice to that effect to the Secretary-General of the Organisation, but such withdrawal shall be without prejudice to the control exercised over materials previously supplied by the Agency or under its supervision.

## ARTICLE 21

(a) The present Convention shall be ratified. Instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the Organisation.

(b) The present Convention shall come into force upon the deposit of instruments of ratification by not less than ten of the Signatories.<sup>(1)</sup> For each Signatory ratifying thereafter, the present Convention shall come into force upon the deposit of its instrument of ratification.

(c) The implementation of the present Convention in the territory of the member countries of the European Atomic Energy Community (EURATOM) shall, however, be subject to the conclusion of the Agreement provided for in Article 16 (a), except—without prejudice to the arrangements which will be defined by this Agreement—as regards its implementation to facilities situated within the precincts of joint undertakings.

## ARTICLE 22

The Secretary-General of the Organisation shall give notice to all Governments party to the present Convention of the receipt of any instrument of ratification and accession. He shall also notify them of the date on which the present Convention comes into force.

---

## ANNEX

### INTERPRETATION RELATING TO ARTICLE 1

The provisions of Article 1 (a) (ii) relating to "services made available by the Agency or under its supervision" refer to the special aid which might be granted to a country by virtue of a special agreement entered into with the Government in question. They do not have the effect of extending the field of application of Article 2 by creating a right of pursuit involving the control of the activities of persons who have collaborated in joint undertakings or of the use of the knowledge which the participants in these undertakings have acquired.

---

<sup>(1)</sup> The Convention came into force on July 22, 1959.



EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention.

FAIT à Paris, le 20 décembre 1957, en français, en anglais, en allemand, en italien et en néerlandais, en un seul exemplaire qui restera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries, duly empowered, have signed the present Convention.

DONE in Paris, this twentieth day of December Nineteen Hundred and Fifty Seven, in the French, English, German, Italian and Dutch languages in a single copy which shall remain deposited with the Secretary-General of the Organisation for European Economic Cooperation by whom certified copies will be communicated to all Signatories.

Pour la République fédérale d'Allemagne :

For the Federal Republic of Germany :

KARL WERKMEISTER.

Pour l'Autriche :

For Austria :

HERBERT PRACK.

Pour la Belgique :

For Belgium :

R. OCKRENT.

Pour le Danemark :

For Denmark :

E. N. BARTELS.

Pour la France :

For France :

FRANÇOIS VALÉRY.

Pour la Grèce :

For Greece :

THÉODORE CHRISTIDIS.

Pour l'Irlande :

For Ireland :

WILLIAM P. FAY.

Pour l'Islande :

For Iceland :

H. G. ANDERSEN.

Pour l'Italie :

For Italy :

G. COSMELLI.

Pour le Luxembourg :

For Luxembourg :

N. HOMMEL.

Pour la Norvège :

For Norway :

JENS BOYESEN.

Pour les Pays-Bas :

For The Netherlands :

E. N. VAN KLEFFENS.

Pour le Portugal :

For Portugal :

JOSÉ CALVET DE MAGALHÃES.

Pour le Royaume-Uni de Grande-  
Bretagne et d'Irlande du Nord :

For the United Kingdom of Great  
Britain and Northern Ireland :

HUGH ELLIS-REES.

Pour la Suède :

For Sweden :

INGEMAR HÄGGLÖF.

Pour la Suisse :

For Switzerland :

GÉRARD BAUER.

Pour la Turquie :

For Turkey :

M. TINEY.

## ÜBEREINKOMMEN ZUR EINRICHTUNG EINER SICHERHEITS- KONTROLLE AUF DEM GEBIET DER KERNENERGIE

DIE REGIERUNGEN der Bundesrepublik Deutschland, der Republik Österreich, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, der Französischen Republik, des Königreichs Griechenland, Irlands, der Republik Island, der Italienischen Republik, des Grossherzogtums Luxemburg, des Königreichs Norwegen, des Königreichs der Niederlande, der Portugiesischen Republik, des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland, des Königreichs Schweden, der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Türkischen Republik;

ENTSCHLOSSEN die Erzeugung und Verwendung der Kernenergie in den Mitgliedstaaten der Organisation für Europäische Wirtschaftliche Zusammenarbeit (im folgenden als "Organisation" bezeichnet) durch Zusammenarbeit zwischen ihren Staaten und durch Abstimmung ihrer innerstaatlichen Massnahmen zu fördern;

IN DER ERWÄGUNG, dass das hierfür im Rahmen der Organisation eingeleitete gemeinsame Vorgehen die Entwicklung der europäischen Kernenergie-Industrie auf ausschliesslich friedliche Ziele ausrichten soll und keinen militärischen Zwecken dienen darf;

IN DER ERWÄGUNG, dass der Rat der Organisation (im folgenden als "Rat" bezeichnet) auf seiner Sitzung am 18. Juli 1956 beschlossen hat, hierfür eine internationale Sicherheitskontrolle einzurichten;

IN DER ERWÄGUNG, dass der Rat durch einen Beschluss vom heutigen Tage im Rahmen der Organisation eine Europäische Kernenergie-Agentur (im folgenden als "Agentur" bezeichnet) errichtet und mit der Aufgabe betraut hat, das bereits eingeleitete gemeinsame Vorgehen fortzuführen—

SIND wie folgt ÜBEREINGEKOMMEN:

### TEIL I

#### ARTIKEL 1

- (a) Zweck der Sicherheitskontrolle ist es, zu gewährleisten, dass
- (i) der Betrieb von Gemeinschaftsunternehmen, die von mehreren Regierungen oder von Angehörigen mehrerer Staaten auf Veranlassung oder mit Hilfe der Agentur gegründet werden, sowie
  - (ii) Materialien, Ausrüstungen und Dienstleistungen, die aufgrund der mit den betreffenden Regierungen zu schliessenden Vereinbarungen von der Agentur oder unter ihrer Aufsicht zur Verfügung gestellt werden,

keinen militärischen Zwecken dienen.

(b) Die Sicherheitskontrolle kann, wenn die Parteien einer zwei- oder mehrseitigen Vereinbarung es beantragen, auf diese Vereinbarung oder, wenn eine Regierung dies beantragt, auf jede Tätigkeit angewendet werden, für welche diese Regierung im Bereich der Kernenergie verantwortlich ist.

#### ARTIKEL 2

(a) Für die in Artikel 1 genannten Zwecke findet die Sicherheitskontrolle Anwendung

- (i) auf die Gemeinschaftsunternehmen sowie auf solche Unternehmen, die in den Rahmen einer nach Artikel 1 Absatz (a) Ziffer (ii) geschlossenen Vereinbarung oder eines nach Artikel 1 Absatz (b) gestellten Antrages fallen;

- (ii) auf alle Einrichtungen, die besonderes spaltbares oder Ausgangsmaterial verwenden, das in solchen Unternehmen wiedergewonnen wird oder anfällt;
- (iii) auf alle Einrichtungen, die besonderes spaltbares Material verwenden, das aus dem nach Artikel 1 kontrollpflichtigen besonderen spaltbaren oder Ausgangsmaterial wiedergewonnen wird oder anfällt.

(b) Wird besonderes spaltbares Material in ein Land ausserhalb der Hoheitsgebiete der Vertragsregierungen ausgeführt, so kann der Direktionsausschuss der Agentur (im folgenden als "Direktionsausschuss" bezeichnet) die Anwendung der Sicherheitskontrolle einstellen, wenn dieses Material einer gleichwertigen Sicherheitskontrolle unterliegt.

### ARTIKEL 3

Die Agentur ist gegenüber allen der Kontrolle unterliegenden Unternehmen oder Einrichtungen nach Massgabe der in Artikel 8 vorgesehenen Sicherheitsregelungen berechtigt und verpflichtet,

- (a) die Pläne aller Spezialausrüstungen und -einrichtungen einschliesslich von Kernreaktoren zu prüfen; dies jedoch nur, um sicherzustellen, dass eine wirksame Kontrolle im Sinne dieses Übereinkommens ausgeübt werden kann;
- (b) die für die chemische Aufarbeitung bestrahlten Materials anzuwendenden Verfahren zu genehmigen; dies jedoch nur, um die Erfüllung des in Artikel 1 genannten Zwecks sicherzustellen;
- (c) die Führung und Vorlage von Betriebsaufzeichnungen zu verlangen, um den buchmässigen Nachweis über das besondere spaltbare und Ausgangsmaterial, das von dem Unternehmen oder der Einrichtung verwendet oder erzeugt wird, gewährleisten zu helfen;
- (d) Berichte über den Fortgang der Arbeiten anzufordern und zu erhalten.

### ARTIKEL 4

(a) Das aus kontrollpflichtigem besonderem spaltbarem oder Ausgangsmaterial wiedergewonnene oder angefallene besondere spaltbare Material darf unter der Kontrolle der Agentur nur zu friedlichen Zwecken in der Forschung oder in den von der oder den betreffenden Regierungen bezeichneten Reaktoren verwendet werden.

(b) Alles wiedergewonnene oder angefallene besondere spaltbare Material, soweit es die für die genannten Verwendungszwecke benötigten Mengen übersteigt, unterliegt weiterhin der Kontrolle der Agentur; diese kann verlangen, dass es in ihren eigenen oder in sonstigen von ihr kontrollierten oder kontrollierbaren Lagern hinterlegt wird, jedoch mit der Massgabe, dass späterhin dieses hinterlegte besondere spaltbare Material den Berechtigten auf ihren Antrag unverzüglich zur Verwendung gemäss den oben genannten Bestimmungen zurückzugeben ist.

### ARTIKEL 5

(a) Die Agentur ist berechtigt und verpflichtet, in die Hoheitsgebiete der Vertragsregierungen Inspektoren zu entsenden, die von ihr nach Konsultierung der betreffenden Regierung oder Regierungen bestimmt werden; ihnen ist jederzeit zu allen Orten und Unterlagen sowie zu jeder Person Zugang zu gewähren, die beruflich mit kontrollpflichtigen Materialien, Ausrüstungen oder Einrichtungen zu tun hat, und zwar soweit dies erforderlich ist, um den buchmässigen Nachweis über das kontrollpflichtige besondere spaltbare und Ausgangsmaterial zu erbringen und um festzustellen, ob die Verpflichtungen eingehalten werden, die sich aus diesem Übereinkommen und aus Vereinbarungen der Agentur mit der oder den betreffenden Regierungen ergeben.

(b) Sind diese Verpflichtungen nicht eingehalten worden, so kann die Agentur die notwendigen Abhilfemassnahmen verlangen; werden diese innerhalb einer angemessenen Frist nicht getroffen, so kann die Agentur eine oder mehrere der folgenden Massnahmen verfügen:

- (i) Aussetzung oder Einstellung der seitens der Agentur oder unter ihrer Aufsicht erfolgenden Lieferungen von Materialien, Ausrüstungen oder Dienstleistungen;
- (ii) Rückgabe der von der Agentur oder unter ihrer Aufsicht gelieferten Materialien oder Ausrüstungen.

#### ARTIKEL 6

Die Vertragsregierungen gewährleisten die Durchführung der nach Artikel 5 Absatz (b) verfügbaren Massnahmen und der nach Artikel 11 Absatz (e) vom Präsidenten des Gerichts erlassenen Anordnungen; sie veranlassen erforderlichenfalls, dass Zuwiderhandlungen durch deren Urheber abgestellt werden.

### TEIL II

#### ARTIKEL 7

Die in diesem Übereinkommen vorgesehene Kontrolle wird im Rahmen der Agentur von folgenden Organen ausgeübt:

- (i) dem Direktionsausschuss,
- (ii) einem Kontrollbüro, dem je ein Vertreter jeder Vertragsregierung angehört.

#### ARTIKEL 8

(a) Das Kontrollbüro ist zuständig für:

- (i) die Ausarbeitung der Sicherheitsregelungen, in denen die technischen Kontrollverfahren für die verschiedenen Arten von Unternehmen festgelegt werden;
- (ii) die Ausarbeitung der die Anwendung der Sicherheitsregelungen betreffenden Klauseln, welche in die Vereinbarungen mit den in Betracht kommenden Regierungen aufzunehmen sind;
- (iii) die Überwachung der Einhaltung der Verpflichtungen, die sich aus diesem Übereinkommen und aus den in Ziffer (ii) erwähnten Vereinbarungen ergeben;
- (iv) die Prüfung der Berichte über die Ausübung der Kontrolle; liegt nach Auffassung des Kontrollbüros eine Zuwiderhandlung vor, so ist es befugt zu verlangen, dass die erforderlichen Abhilfemassnahmen getroffen werden, und gegebenenfalls dem Direktionsausschuss Vorschläge über die zu verfügbaren Massnahmen zu unterbreiten.

(b) Das Kontrollbüro teilt dem Direktionsausschuss jede Zuwiderhandlung mit, die nach seiner Ansicht begangen worden ist, und berichtet ihm in regelmässigen Abständen über seine Tätigkeit.

#### ARTIKEL 9

(a) Die Beschlüsse des Kontrollbüros bedürfen der Mehrheit seiner Mitglieder, soweit seine Geschäftsordnung nichts anderes bestimmt.

(b) Dem Kontrollbüro steht ein internationaler Mitarbeiterstab zur Seite; er besteht aus dem Kontrolldirektor, dem für die Durchführung der Aufgaben des Kontrollbüros erforderlichen technischen und Verwaltungspersonal sowie insbesondere einem internationalen Inspektorenstab. Die Inspektoren und die sonstigen Mitglieder dieses internationalen Stabes gehören zum Personal der Organisation.

(c) Unter Vorbehalt ihrer Verantwortlichkeit gegenüber der Agentur dürfen die Inspektoren und sonstigen Mitglieder des internationalen Stabes auch nach dem Ausscheiden aus ihrem Amt Tatsachen oder Informationen, die ihnen bei der Ausübung ihrer dienstlichen Tätigkeit bekannt geworden sind, nicht preisgeben. Jede Zuwiderhandlung unterliegt ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit des Zuwiderhandelnden in jedem Hoheitsgebiet der Vertragsregierungen den dort für die Übertretung der Rechtsvorschriften zur Wahrung des Berufsgeheimnisses geltenden Strafen.

(d) Die Organisation kommt für jeden von der Agentur oder Mitgliedern des Mitarbeiterstabes bei der Erfüllung ihrer Aufgaben verursachten ungebührlichen Schaden auf.

#### ARTIKEL 10

(a) Der Direktionsausschuss ist für sämtliche zur Anwendung dieses Übereinkommens erforderlichen Beschlüsse zuständig, insbesondere:

- (i) genehmigt er die Geschäftsordnung des Kontrollbüros;
- (ii) genehmigt er die Sicherheitsregelungen;
- (iii) schliesst er vorbehaltlich der Genehmigung durch den Rat Vereinbarungen mit den betreffenden Regierungen;
- (iv) verfügt er gegebenenfalls die in Artikel 5 Absatz (b) vorgesehenen Massnahmen.

(b) Beschlüsse des Direktionsausschusses, welche die Anwendung dieses Übereinkommens betreffen, bedürfen der einstimmigen Annahme durch die anwesenden und abstimmenden Mitglieder. Jedoch erfordern die nach Absatz (a) Ziffer (iv) gefassten Beschlüsse einer Zweidrittelmehrheit der Mitglieder des Direktionsausschusses unter Ausschluss desjenigen Mitgliedes, das die Regierung vertritt, in deren Hoheitsgebiet die Zuwiderhandlung begangen worden ist.

#### ARTIKEL 11

(a) Die Inspektionen werden kraft einer vom Kontrollbüro ausgestellten Anordnung durchgeführt, in der die zu inspizierenden Einrichtungen anzugeben sind.

(b) Jede einzelne Inspektion wird der betreffenden Regierung im voraus angekündigt; die Ankündigung enthält keinen Hinweis darauf, welche Einrichtungen inspiziert werden sollen.

(c) Wenn die betreffende Regierung es verlangt, begleiten Vertreter dieser Regierung die internationalen Inspektoren, jedoch mit der Massgabe, dass die Inspektoren hierdurch nicht aufgehalten oder auf andere Weise bei der Durchführung ihrer Aufgaben behindert werden.

(d) Den internationalen Inspektoren obliegt es, sich die in Artikel 3 Absatz (c) erwähnten buchmässigen Nachweise über das besondere spaltbare und Ausgangsmaterial zu beschaffen, sie nachzuprüfen und festzustellen, ob die Verpflichtungen aus diesem Übereinkommen und aus den mit der oder den betreffenden Regierungen geschlossenen Vereinbarungen beachtet werden. Die Inspektoren melden dem Kontrollbüro jede Zuwiderhandlung.

(e) Im Falle eines Widerstandes gegen die Durchführung einer Inspektionsmassnahme kann das Kontrollbüro beim Präsidenten des in Artikel 12 vorgesehenen Gerichts eine gegen das betreffende Unternehmen gerichtete Anordnung zur Durchführung dieser Inspektionsmassnahme beantragen. Der Präsident des Gerichts entscheidet binnen drei Tagen. Diese Entscheidung greift dem Urteil des Gerichts nicht vor, wenn es in derselben Sache gemäss Artikel 13 angerufen wird.

### TEIL III

#### ARTIKEL 12

(a) Hiermit wird ein Gericht errichtet, das aus sieben unabhängigen Richtern besteht; diese werden auf fünf Jahre entweder durch Ratsbeschluss ernannt oder mangels eines solchen durch das Los aus einer Liste bestimmt, die je einen Kandidaten jeder Vertragsregierung enthält.

(b) Gehört dem Gericht kein Richter an, der die Staatsangehörigkeit einer Partei eines beim Gericht anhängig gemachten Rechtsstreites besitzt, so kann die betreffende Regierung einen zusätzlichen Richter ihrer Wahl für dieses Verfahren bestellen.

(c) Die Organisation des Gerichts sowie der Status der Richter haben dem Protokoll zu entsprechen, das diesem Übereinkommen beigelegt ist.

(d) Das Gericht erlässt seine Verfahrensordnung, die der Genehmigung des Rates bedarf.

#### ARTIKEL 13

(a) Jede Vertragsregierung sowie jedes betroffene Unternehmen kann das gemäss Artikel 12 errichtete Gericht anrufen gegen Beschlüsse,

(i) die sich auf die Anwendung des Artikels 3 beziehen; wird binnen zwei Monaten nach Einbringung eines Prüfungs- oder Genehmigungsantrages eine Antwort nicht erteilt, so gilt dies als eine ablehnende Entscheidung;

(ii) die eine oder mehrere der in Artikel 5 Absatz (b) vorgesehenen Massnahmen verfügen.

(b) Wird das Gericht aufgrund des Absatzes (a) angerufen, so entscheidet es, ob der angefochtene Beschluss diesem Übereinkommen, den Sicherheitsregelungen und den in Artikel 8 vorgesehenen Vereinbarungen entspricht. Stellt das Gericht fest, dass er diesen Bestimmungen zuwiderläuft, so hat der Direktionsausschuss alle Massnahmen zu treffen, die zur Vollstreckung der Entscheidung des Gerichts erforderlich sind.

(c) Das Gericht kann die Agentur zur Wiedergutmachung eines durch den angefochtenen Beschluss entstandenen Schadens anhalten.

(d) Ferner kann jedes Unternehmen beim Gericht beantragen, dass die Agentur zur Wiedergutmachung jedes aussergewöhnlichen Schadens verurteilt wird, den es wegen einer nach Artikel 5 durchgeführten Inspektion erlitten hat.

#### ARTIKEL 14

Das Gericht ist im Rahmen des gemeinsamen Vorgehens der Mitgliedstaaten der Organisation im Bereich der Kernenergie für jede weitere Frage zuständig, welche ihm die betreffenden Vertragsparteien im gegenseitigen Einvernehmen vorlegen.

#### ARTIKEL 15

(a) In den in Artikel 13 Absatz (a) genannten Fällen müssen Klagen beim Gericht binnen zwei Monaten nach Erlass des angefochtenen Beschlusses erhoben werden, in allen anderen Fällen binnen drei Jahren, nachdem das Unternehmen von den Tatsachen, die ihm einen Rechtsanspruch auf Schadenersatz einräumen, Kenntnis erlangt hat.

(b) Vorbehaltlich des Absatzes (c) haben Klagen bei dem Gericht keine aufschiebende Wirkung. Das Gericht kann jedoch, falls nach seiner Auffassung die Umstände dies erfordern, die Durchführung des angefochtenen Beschlusses aussetzen.

(c) Die beim Gericht gegen Beschlüsse aufgrund des Artikels 5 Absatz (b) Ziffer (ii) erhobenen Klagen haben aufschiebende Wirkung. Das Gericht kann jedoch auf Antrag einer Vertragsregierung die unverzügliche Durchführung des Beschlusses anordnen.

## TEIL IV

### ARTIKEL 16

(a) Zwischen der Organisation und der Europäischen Atomgemeinschaft (EURATOM) wird eine Vereinbarung über die Bedingungen getroffen, zu denen, um die Ziele dieses Übereinkommens zu erreichen, die zuständigen Organe von EURATOM im Auftrag der Agentur die durch dieses Übereinkommen eingerichtete Kontrolle in den Hoheitsgebieten ausüben, auf die der am 25. März 1957 in Rom unterzeichnete Vertrag zur Gründung der Europäischen Atomgemeinschaft (EURATOM) Anwendung findet. Vorschläge hierzu werden der durch den erwähnten Vertrag errichteten Europäischen Kommission sofort nach ihrer Einsetzung unterbreitet, damit diese Vereinbarung möglichst rasch zustande kommt.

(b) Zwischen der Organisation und der Internationalen Atomenergie-Organisation kann gleichfalls eine Vereinbarung geschlossen werden, um die zwischen den beiden Organisationen herzustellende Zusammenarbeit festzulegen.

### ARTIKEL 17

Der Begriff des militärischen Zweckes im Sinne des Artikels 1 umfasst die Verwendung besonderen spaltbaren Materials in Kriegswaffen, nicht jedoch dessen Verwendung in Reaktoren zur Erzeugung von Elektrizität oder Wärme oder für Antriebszwecke.

### ARTIKEL 18

(a) Der Ausdruck "besonderes spaltbares Material" bedeutet: Plutonium 239; Uranium 233; mit den Isotopen 235 oder 233 angereichertes Uran; jedes Material, das eines oder mehrere der erwähnten Isotope enthält, und alles sonstige, jeweils vom Direktionsausschuss bezeichnete spaltbare Material; der Ausdruck "besonderes spaltbares Material" schliesst jedoch Ausgangsmaterial nicht ein.

(b) Der Ausdruck "mit den Isotopen 235 oder 233 angereichertes Uran" bedeutet: Uran, das die Isotope 235 oder 233 oder beide in einer solchen Menge enthält, dass das Verhältnis der Summe dieser Isotope zum Isotop 238 höher liegt als das in der Natur vorkommende Verhältnis des Isotops 235 zum Isotop 238.

(c) Der Ausdruck "Ausgangsmaterial" bedeutet: Uran, das die in der Natur vorkommende Isotopen-Mischung enthält; Uran, dessen Gehalt an dem Isotop 235 unter dem normalen liegt; Thorium; jeden der erwähnten Stoffe in Form von Metall, Legierung, chemischer Verbindung oder Konzentrat; alles sonstige Material, das einen oder mehrere der erwähnten Stoffe in einer vom Direktionsausschuss jeweils zu bestimmenden Konzentration enthält, sowie jedes sonstige jeweils vom Direktionsausschuss bezeichnete Material.

(d) Der Ausdruck "Material" bedeutet Ausgangsmaterial und besonderes spaltbares Material.

### ARTIKEL 19

(a) Die Regierung eines Mitglieds- oder assoziierten Staates der Organisation, die dieses Übereinkommen nicht unterzeichnet hat, kann ihm



durch eine an den Generalsekretär der Organisation zu richtende Notifikation unter der Bedingung beitreten, dass sie Mitglied der Agentur wird.

(b) Die Regierung eines sonstigen Staates, die dieses Übereinkommen nicht unterzeichnet hat, kann ihm durch eine an den Generalsekretär der Organisation zu richtende Notifikation unter der Bedingung beitreten, dass sie Mitglied der Agentur wird; der Beitritt bedarf der einmütigen Zustimmung der Mitglieder der Organisation. Er wird mit dem Zeitpunkt der Zustimmung wirksam.

#### ARTIKEL 20

Jede Vertragsregierung kann unter Einhaltung einer Frist von zwölf Monaten durch ein an den Generalsekretär der Organisation zu richtendes Kündigungsschreiben von diesem Übereinkommen zurücktreten; der Rücktritt beendet jedoch nicht die Kontrolle der vorher von der Agentur oder unter ihrer Aufsicht gelieferten Materialien.

#### ARTIKEL 21

(a) Dieses Übereinkommen bedarf der Ratifikation. Die Ratifikationssurkunden werden beim Generalsekretär der Organisation hinterlegt.

(b) Dieses Übereinkommen tritt mit Hinterlegung der Ratifikationssurkunden durch mindestens zehn Unterzeichner in Kraft. Für jeden später ratifizierenden Unterzeichner tritt es mit Hinterlegung seiner Ratifikationssurkunde in Kraft.

(c) In den Hoheitsgebieten der Mitgliedstaaten der Europäischen Atomgemeinschaft (EURATOM) findet dieses Übereinkommen erst nach Abschluss der in Artikel 16 Absatz (a) vorgesehenen Vereinbarung Anwendung; unbeschadet der darin festzulegenden Bestimmungen gilt dies nicht für Einrichtungen in Gemeinschaftsunternehmen.

#### ARTIKEL 22

Der Generalsekretär der Organisation setzt sämtliche Vertragsregierungen vom Empfang der Ratifikations- und Beitrittsurkunden in Kenntnis. Er notifiziert ihnen den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Übereinkommens.

---

#### ANLAGE

#### AUSLEGUNG ZU ARTIKEL 1

Die Bestimmungen des Artikels 1 Absatz (a) Ziffer (ii) über "Dienstleistungen, die von der Agentur oder unter ihrer Aufsicht zur Verfügung gestellt werden", beziehen sich auf die besondere Hilfe, die einem Staat aufgrund einer mit seiner Regierung getroffenen Sondervereinbarung gewährt werden kann. Sie bewirken keine Erweiterung des Anwendungsbereiches von Artikel 2 im Sinne eines Folgerechts zur Kontrolle der Tätigkeit von Personen, die in Gemeinschaftsunternehmen mitgearbeitet haben, oder zur Kontrolle der Verwertung von Kenntnissen, die von Teilnehmern an diesen Unternehmen erworben worden sind.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten hierzu gehörig befugten Bevollmächtigten dieses Übereinkommen mit ihren Unterschriften versehen.

GESCHEHEN zu Paris am 20. Dezember 1957 in französischer, englischer, deutscher, italienischer und niederländischer Sprache, in einer Urschrift, die bei dem Generalsekretär der Organisation für Europäische Wirtschaftliche Zusammenarbeit hinterlegt wird; dieser übermittelt jedem Unterzeichner eine beglaubigte Abschrift.

[For signatures, see page 41]

## CONVENZIONE SULL'ISTITUZIONE DI UN CONTROLLO DI SICUREZZA NEL CAMPO DELL'ENERGIA NUCLEARE

I GOVERNI della Repubblica Federale di Germania, della Repubblica d'Austria, del Regno del Belgio, del Regno di Danimarca, della Repubblica Francese, del Regno di Grecia, dell'Irlanda, della Repubblica d'Islanda, della Repubblica Italiana, del Gran Ducato del Lussemburgo, del Regno di Norvegia, del Regno dei Paesi Bassi, della Repubblica Portoghese, del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, del Regno di Svezia, della Confederazione Svizzera e della Repubblica Turca;

AVENDO DECISO di promuovere lo sviluppo della produzione e degli impieghi dell'energia nucleare nei paesi membri della Organizzazione Europea di Cooperazione Economica (denominata qui appresso l' "Organizzazione") a mezzo di una collaborazione tra i detti paesi e di una armonizzazione dei provvedimenti adottati sul piano nazionale;

CONSIDERANDO che l'azione comune intrapresa a questo scopo in seno all'Organizzazione mira a sviluppare l'industria nucleare europea a fini esclusivamente pacifici e non deve servire a scopi militari;

CONSIDERANDO che nella propria seduta del 18 luglio 1956 il Consiglio dell'Organizzazione (denominato qui appresso il "Consiglio") ha deciso di stabilire a tale scopo un controllo internazionale di sicurezza;

CONSIDERANDO che, con una Decisione di pari data, il Consiglio ha creato, nel quadro dell'Organizzazione, un'Agenzia Europea per l'Energia Nucleare (denominata qui appresso l' "Agenzia") incaricata di proseguire l'azione comune iniziata;

HANNO CONVENUTO quanto segue:

### PARTE I

#### ARTICOLO 1

(a) Il controllo di sicurezza ha per scopo di garantire che:

- (i) il funzionamento delle imprese comuni create da vari Governi o da cittadini di vari paesi sull'iniziativa o con l'aiuto dell'Agenzia e
- (ii) i materiali, attrezzature o servizi forniti dall'Agenzia o sotto la sua sorveglianza, in virtù di accordi conclusi con i Governi interessati

non possano servire a fini militari.

(b) Il controllo di sicurezza potrà estendersi, a domanda delle parti, ad ogni accordo bilaterale o multilaterale, o a domanda di un Governo, ad ogni attività di competenza di detto Governo nel campo dell'energia nucleare.

#### ARTICOLO 2

(a) Ai fini su indicati, il controllo di sicurezza si applica

- (i) alle imprese comuni e alle imprese che rientrino nel campo di un accordo concluso in conformità dell'articolo 1 (a) (ii) o nel campo di una domanda fatta in conformità dell'articolo 1 (b);
- (ii) agli impianti utilizzando materie grezze o materie fissili speciali ricuperate o ottenute nei detti impianti;
- (iii) agli impianti utilizzando materie fissili speciali ricuperate o ottenute da materie grezze o da materie fissili speciali sottoposte al controllo in virtù dell'articolo 1.

(b) Tuttavia, il Comitato di Direzione dell'Agenzia (denominato qui appresso "Comitato di Direzione") può prescindere dall'applicazione del

controllo di sicurezza nel caso di materie fissili speciali esportate fuori dei territori posti sotto la giurisdizione dei Governi partecipanti alla presente Convenzione, a condizione che tali materie siano sottoposte ad un controllo di sicurezza equivalente.

#### ARTICOLO 3

L'Agenzia esplicherà, nei confronti di qualsiasi impresa o impianto sottoposti al controllo, nei limiti fissati dai regolamenti di sicurezza previsti dall'articolo 8, le funzioni ed i diritti seguenti:

- (a) esaminare i progetti degli impianti e dell'attrezzatura specializzati, compresi i reattori nucleari, unicamente allo scopo di accertare che essi renderanno possibile l'esercizio efficace del controllo previsto dalla presente Convenzione;
- (b) approvare i procedimenti per il trattamento chimico delle materie irradiate unicamente al fine di garantire la realizzazione dello scopo precisato all'articolo 1;
- (c) esigere la tenuta e la presentazione di dati operativi allo scopo di facilitare la contabilità delle materie grezze e delle materie fissili speciali utilizzate o prodotte dall'impresa o dall'impianto;
- (d) domandare e ricevere rapporti sul progresso dei lavori.

#### ARTICOLO 4

(a) Le materie fissili speciali ricuperate o ottenute da materie grezze o da materie fissili speciali sottoposte al controllo dovranno essere impiegate esclusivamente a scopi pacifici, sotto il controllo dell'Agenzia, per lavori di ricerca o in reattori, che saranno precisati dal Governo o dai Governi interessati.

(b) Ogni eccedenza di materie fissili speciali ricuperate o ottenute, che superi i quantitativi necessari agli impieghi indicati qui sopra, resterà sottoposta al controllo dell'Agenzia, la quale potrà richiederne il deposito presso l'Agenzia o in altri magazzini controllati o controllabili dall'Agenzia stessa, a condizione che, successivamente, le materie fissili speciali depositate nel modo suddetto siano restituite senza indugio agli interessati dietro loro richiesta, per essere utilizzate da essi alle condizioni sopra descritte.

#### ARTICOLO 5

(a) L'Agenzia avrà il diritto e la responsabilità di inviare nei territori sottoposti alla giurisdizione dei Governi partecipanti alla presente Convenzione, ispettori designati da essa dopo consultazione con il Governo o i Governi interessati i quali, in qualsiasi momento, avranno accesso in ogni luogo, a tutte le persone che, per loro professione, si occupano di materie, attrezzature o impianti sottoposti al controllo, e a tutti gli elementi d'informazione, necessari per la contabilità delle materie grezze e materie fissili speciali sottoposte al controllo e ad assicurare il rispetto degli obblighi derivanti dalla presente Convenzione, nonchè dagli accordi conclusi dall'Agenzia con il Governo o i Governi interessati.

(b) Nel caso di inosservanza degli obblighi sopra elencati, l'Agenzia potrà chiedere che siano adottati i provvedimenti necessari a porre rimedio a tale situazione; se essi non sono adottati entro un ragionevole termine, l'Agenzia potrà prescrivere il ricorso ad una o più delle seguenti misure:

- (i) interruzione o cessazione delle consegne di materie, attrezzature o servizi forniti dall'Agenzia o sottoposti alla sua sorveglianza;
- (ii) restituzione delle materie e delle attrezzature fornite dall'Agenzia o sottoposte alla sua sorveglianza.

## ARTICOLO 6

I Governi partecipanti alla presente Convenzione saranno tenuti ad assicurare l'esecuzione delle misure prescritte in base al paragrafo (b) dell'articolo 5, dei mandati rilasciati dal Presidente del Tribunale in base all'articolo 11 (e) e, ove sia il caso, la riparazione delle infrazioni da parte degli autori di esse.

## PARTE II

### ARTICOLO 7

Il controllo previsto dalla presente Convenzione è effettuato dagli organi seguenti che agiscono in seno all'Agenzia:

- (i) il Comitato di Direzione;
- (ii) un Ufficio di controllo, composto da un rappresentante per ciascuno dei Governi partecipanti alla presente Convenzione.

### ARTICOLO 8

(a) L'Ufficio di controllo è competente per:

- (i) elaborare i regolamenti di sicurezza che fissano le modalità tecniche del controllo per i differenti tipi di imprese;
- (ii) preparare le clausole relative all'applicazione dei regolamenti di sicurezza che figureranno negli accordi conclusi con i Governi interessati;
- (iii) vegliare al rispetto degli obblighi risultanti dalla presente Convenzione, nonché degli accordi di cui al comma precedente;
- (iv) esaminare i rapporti relativi all'esercizio del controllo e, nel caso in cui l'Ufficio riterrà che siano state commesse infrazioni, chiedere che siano adottati i necessari provvedimenti per rimediare alla situazione e proporre al Comitato di Direzione, ove necessario, le misure da prescrivere.

(b) L'Ufficio di controllo informa il Comitato di Direzione di qualsiasi infrazione che esso ritiene sia stata commessa e gli rimette periodicamente un rapporto sull'insieme delle sue attività.

### ARTICOLO 9

(a) Le decisioni dell'Ufficio di controllo sono adottate, salvo disposizione in contrario del proprio Regolamento interno, a maggioranza dei membri.

(b) L'Ufficio di controllo è assistito da un personale internazionale che comprende il Direttore del controllo, nonché gli agenti amministrativi e tecnici necessari all'espletamento dei compiti dell'Ufficio di controllo e, in particolare, un corpo di ispettori internazionali. Gli ispettori e gli altri membri del personale internazionale fanno parte del personale dell'Organizzazione.

(c) Senza pregiudizio della responsabilità diretta che essi hanno nei confronti dell'Agenzia, gli ispettori e gli altri membri del personale internazionale sono tenuti, anche dopo la cessazione delle loro funzioni, a conservare il segreto sui fatti e sulle informazioni di cui essi siano venuti a conoscenza durante l'esercizio delle loro funzioni. Qualsiasi infrazione sarà passibile, nei territori sottoposti alla giurisdizione dei Governi partecipanti alla presente Convenzione, delle pene previste dalle disposizioni in vigore in detti territori in materia di violazione del segreto professionale, qualunque sia la nazionalità dell'autore dell'infrazione.

(d) L'Organizzazione è tenuta a riparare i danni ingiustificati causati dall'Agenzia o dal suo personale nell'esercizio delle proprie funzioni.

## ARTICOLO 10

(a) Il Comitato di Direzione è competente ad adottare tutte le decisioni necessarie all'applicazione della presente Convenzione ed in particolare:

- (i) approva il Regolamento interno dell'Ufficio di controllo;
- (ii) approva i regolamenti di sicurezza;
- (iii) conclude, sotto riserva dell'approvazione del Consiglio, gli accordi con i Governi interessati;
- (iv) prescrive, ove sia il caso, le misure previste dall'articolo 5 (b).

(b) Le decisioni del Comitato di Direzione relative all'applicazione della presente Convenzione sono adottate all'unanimità dei membri presenti e votanti. Tuttavia, le decisioni prese in base al paragrafo (a) (iv) del presente articolo sono adottate a maggioranza di due terzi dei membri del Comitato di Direzione, escluso il membro che rappresenta il Governo sul territorio del quale l'infrazione è stata commessa.

## ARTICOLO 11

(a) Le ispezioni sono effettuate in base ad un ordine di missione, emesso dall'Ufficio di controllo, con l'elenco degli impianti da controllare.

(b) Il Governo interessato deve in ogni caso essere preavvisato del controllo da effettuarsi, senza che il preavviso indichi gli impianti sui quali verrà effettuato il controllo.

(c) Se il Governo interessato lo richiede, gli ispettori internazionali sono accompagnati da rappresentanti di detto Governo, purchè gli ispettori non siano per tale fatto ritardati o comunque ostacolati nell'esercizio delle loro funzioni.

(d) Gli ispettori internazionali sono incaricati di richiedere la presentazione e verificare la contabilità delle materie grezze e delle materie fissili speciali di cui all'articolo 3 (c) e di valutare se gli obblighi risultanti dalle disposizioni della presente Convenzione, nonchè dagli accordi conclusi con il Governo o i Governi interessati, sono rispettati. Gli ispettori informano l'Ufficio di controllo di qualsiasi infrazione.

(e) In caso di opposizione all'esecuzione di un provvedimento d'ispezione, l'Ufficio di controllo può chiedere al Presidente del Tribunale di cui all'articolo 12 un mandato che assicuri l'esecuzione del provvedimento di ispezione nei confronti dell'impresa interessata. Il Presidente del Tribunale decide nel termine di tre giorni. Tale decisione non pregiudica la pronuncia del Tribunale sui ricorsi riguardanti lo stesso caso, che potrebbero essere successivamente proposti in virtù dell'articolo 13.

## PARTE III

### ARTICOLO 12

(a) E' istituito un Tribunale formato da sette giudici indipendenti designati per un periodo di cinque anni con decisione del Consiglio o, in mancanza, mediante estrazione a sorte da una lista comprendente un giudice proposto da ciascun Governo partecipante alla presente Convenzione.

(b) Se il Tribunale non comprende giudici della nazionalità di una delle parti nella controversia proposta al Tribunale, il Governo interessato può designare una persona di sua scelta quale giudice suppletivo per tale controversia.

(c) L'organizzazione del Tribunale e lo statuto dei giudici saranno regolati conformemente al Protocollo allegato alla presente Convenzione.

(d) Il Tribunale adotta il proprio Regolamento di procedura che viene sottoposto all'approvazione del Consiglio.

### ARTICOLO 13

(a) Ogni Governo partecipante alla presente Convenzione o ogni impresa interessata può inoltrare al Tribunale istituito dall'articolo 12 ricorsi contro le decisioni:

- (i) relative all'applicazione dell'articolo 3 ; l'omissione di decisione entro un termine di due mesi su una domanda di esame o di approvazione equivale ad una decisione di rigetto ;
- (ii) che prescrivono una o più delle misure previste dall'articolo 5 (b).

(b) Se adito con ricorso ai sensi del paragrafo precedente, il Tribunale statuisce in ordine alla conformità della decisione impugnata con le disposizioni della presente Convenzione, dei regolamenti di sicurezza e degli accordi di cui all'articolo 8. Se il Tribunale riconosce che la decisione impugnata è contraria alle dette disposizioni, il Comitato di Direzione deve adottare le misure necessarie per dare esecuzione alla decisione del Tribunale.

(c) Il Tribunale può porre a carico dell'Agenzia la riparazione del pregiudizio eventualmente subito per effetto della decisione impugnata.

(d) Ogni impresa può inoltre chiedere al Tribunale di ordinare all'Agenzia di riparare il pregiudizio anormale che essa ha subito a seguito di un'ispezione effettuata in base all'articolo 5.

### ARTICOLO 14

Il Tribunale sarà competente per deliberare su qualsiasi altra questione relativa all'azione comune dei paesi membri dell'Organizzazione nel campo dell'energia nucleare che gli verrà sottoposta a seguito di accordo tra le parti alla presente Convenzione a ciò interessate.

### ARTICOLO 15

(a) I ricorsi presentati al Tribunale debbono essere introdotti, nei casi previsti dal paragrafo (a) dell'articolo 13, entro il termine di due mesi a partire dalla notifica della decisione impugnata, o, negli altri casi, entro il termine di tre anni a partire dal momento in cui l'impresa sia venuta a conoscenza dei fatti che le danno diritto al risarcimento.

(b) Salvo quanto disposto dal paragrafo seguente, i ricorsi presentati davanti al Tribunale non hanno effetto sospensivo. Tuttavia, il Tribunale può ordinare la sospensione dell'esecuzione della decisione impugnata, qualora ritenga che le circostanze lo richiedano.

(c) I ricorsi presentati al Tribunale contro le decisioni adottate in base all'art. 5 (b) (ii) hanno effetto sospensivo. Tuttavia, il Tribunale può ordinare l'esecuzione immediata della decisione se richiestone da qualsiasi Governo partecipante alla presente Convenzione.

## PARTE IV

### ARTICOLO 16

(a) Un accordo verrà stipulato fra l'Organizzazione e la Comunità Europea dell'Energia Atomica (EURATOM) per fissare le condizioni alle quali sarà esercitato, da parte degli organi competenti dell'EURATOM, su delega dell'Agenzia, al fine di conseguire gli obiettivi della presente Convenzione sui territori ai quali si applica il Trattato, firmato a Roma il 25 marzo 1957, che istituisce la Comunità Europea dell'Energia Atomica (EURATOM), il controllo previsto dalla presente Convenzione. La Commissione Europea istituita dal detto Trattato sarà investita delle proposte in merito sin dal momento della sua costituzione, al fine di raggiungere un accordo nel più breve termine.

(b) Un accordo potrà ugualmente essere concluso tra l'Organizzazione e l'Agenzia Internazionale dell'Energia Atomica per definire la cooperazione da instaurare fra le due istituzioni.

#### ARTICOLO 17

I fini militari di cui all'articolo 1 comprendono l'utilizzazione delle materie fissili speciali in armi da guerra ad esclusione dell'utilizzazione in reattori per la produzione di elettricità o di calore, o per la propulsione.

#### ARTICOLO 18

(a) Per "materie fissili speciali" si intende il plutonio 239, l'uranio 233, l'uranio arricchito in uranio 235 o 233, qualsiasi materiale che contenga uno o più degli isotopi suddetti, e qualsiasi altra materia fissile che il Comitato di Direzione designerà di volta in volta. Tuttavia, il termine "materie fissili speciali" non si applica alle materie grezze.

(b) Per "uranio arricchito in uranio 235 o 233" si intende l'uranio contenente sia uranio 235, sia uranio 233, sia entrambi i detti isotopi in quantità tali che il rapporto fra la somma dei due isotopi e l'isotopo 238 sia superiore al rapporto fra l'isotopo 235 e l'isotopo 238 dell'uranio naturale.

(c) Per "materie grezze" si intende l'uranio contenente la mescolanza di isotopi che si trova in natura, l'uranio il cui tenore in uranio 235 sia inferiore al normale, il torio, tutti i materiali summenzionati sotto forma di metallo, di lega, di composti chimici o di concentrati, qualsiasi altro materiale contenente uno o più dei materiali summenzionati in concentrazioni che il Comitato di Direzione fisserà di volta in volta e qualsiasi altra materia che il Comitato di Direzione designerà di volta in volta.

(d) Per "materie" si intendono le materie grezze e le materie fissili speciali.

#### ARTICOLO 19

(a) Ogni Governo di un Paese membro o associato dell'Organizzazione non firmatario della presente Convenzione potrà, a condizione che faccia parte dell'Agenzia, aderirvi mediante notificazione indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione.

(b) Ogni Governo di qualsiasi altro paese non firmatario della presente Convenzione potrà, a condizione che faccia parte dell'Agenzia, aderirvi mediante notificazione indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione e con l'accordo unanime dei Membri dell'Organizzazione. L'adesione prenderà effetto a partire dalla data di tale accordo.

#### ARTICOLO 20

Ciascun Governo partecipante alla presente Convenzione può mettere fine all'applicazione di essa nei propri confronti, mediante preavviso di un anno al Segretario Generale dell'Organizzazione, senza tuttavia che il suo ritiro possa far cessare il controllo esercitato sulle materie anteriormente fornitegli dall'Agenzia o sotto la sorveglianza di essa.

#### ARTICOLO 21

(a) La presente Convenzione sarà ratificata. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione.

(b) La presente Convenzione entrerà in vigore dal momento in cui almeno dieci firmatari avranno depositato i propri strumenti di ratifica. Per i firmatari che la ratificheranno successivamente, la presente Convenzione entrerà in vigore al momento del deposito del rispettivo strumento di ratifica.

(c) Tuttavia, l'applicazione della presente Convenzione nei territori dei paesi membri della Comunità Europea dell'Energia Atomica (EURATOM) sarà subordinata alla conclusione dell'Accordo previsto dall'articolo 16 (a), salvo—senza pregiudizio delle condizioni che saranno fissate dal predetto Accordo—quanto riguarda l'applicazione di essa agli impianti situati nell'ambito delle imprese comuni.

#### ARTICOLO 22

Il Segretario Generale dell'Organizzazione darà comunicazione a tutti i Governi partecipanti alla presente Convenzione del ricevimento degli strumenti di ratifica e di adesione. Notificherà altresì la data di entrata in vigore della presente Convenzione.

---

#### ALLEGATO

#### INTERPRETAZIONE DELL'ARTICOLO 1

Le disposizioni dell'articolo 1 (a) (ii) relative ai “servizi forniti dall'Agenzia o sotto la sua sorveglianza” concernono l'aiuto speciale che potrà essere accordato a un paese in virtù di un accordo particolare concluso con il Governo interessato e non hanno lo scopo di estendere il campo di applicazione dell'articolo 2, estensione che comporti il controllo sull'attività delle persone che hanno collaborato ad imprese comuni, o sull'uso delle conoscenze acquisite dai partecipanti alle dette imprese.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti Plenipotenziari, debitamente autorizzati, hanno apposto le loro firme in calce alla presente Convenzione.

FATTO a Parigi, il 20 dicembre 1957, nelle lingue francese, inglese, tedesca, italiana e olandese, in un unico esemplare che verrà conservato dal Segretario Generale dell'Organizzazione Europea di Cooperazione Economica, che ne trasmetterà copia certificata conforme a tutti i firmatari.

[For signatures, see page 41]



## VERDRAG INZAKE DE INSTELLING VAN EEN VEILIGHEIDSCONTROLE OP HET GEBIED VAN DE KERNENERGIE

DE REGERINGEN van de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Oostenrijk, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Franse Republiek, het Koninkrijk Griekenland, Ierland, de Republiek IJsland, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk der Nederlanden, de Portugese Republiek, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, het Koninkrijk Zweden, de Zwitserse Bondsstaat en de Turkse Republiek;

BESLOTEN de ontwikkeling te bevorderen van de produktie en het gebruik van kernenergie in de landen welke lid zijn van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking (hierna te noemen de "Organisatie") door middel van samenwerking tussen deze landen en het onderling in overeenstemming brengen van nationale maatregelen;

OVERWEGENDE dat de tot dit doel binnen de Organisatie ondernomen gemeenschappelijke werkzaamheden bedoeld zijn om de Europese kernindustrie voor uitsluitend vreedzame doeleinden te ontwikkelen en geen enkel militair doel mogen bevorderen;

OVERWEGENDE dat tijdens zijn bijeenkomst van 18 juli 1956 de Raad van de Organisatie (hierna te noemen de "Raad") besloten heeft te dien einde een internationale veiligheidscontrole in te stellen;

OVERWEGENDE dat bij een Beslissing van heden de Raad binnen de Organisatie een Europees Agentschap voor Kernenergie heeft opgericht (hierna te noemen het "Agentschap") dat tot taak heeft de ondernomen gemeenschappelijke werkzaamheden voort te zetten;

ZIJN overeengekomen als volgt:

### DEEL I

#### ARTIKEL 1

(a) Het doel van de veiligheidscontrole is te verzekeren dat

- (i) de functionering van gemeenschappelijke ondernemingen opgericht door twee of meer Regeringen of door onderdanen van twee of meer landen op initiatief of met de hulp van het Agentschap, en
- (ii) materialen, uitrusting en diensten welke krachtens met de betrokken Regeringen gesloten overeenkomsten door het Agentschap ter beschikking zijn gesteld of onder zijn toezicht staan

geen militaire doeleinden zullen bevorderen.

(b) De veiligheidscontrole kan op verzoek van de partijen worden toegepast op iedere bilaterale of multilaterale overeenkomst, of, op verzoek van een Regering, op iedere activiteit waarvoor die Regering op het gebied van de kernenergie verantwoordelijk is.

#### ARTIKEL 2

(a) Voor de hierboven genoemde doelstellingen zal de veiligheidscontrole van toepassing zijn op

- (i) iedere gemeenschappelijke onderneming en op iedere onderneming die valt binnen de werkingssfeer van een overeenkomst gesloten ingevolge artikel 1 (a) (ii) of een verzoek gedaan ingevolge artikel 1 (b);
- (ii) iedere installatie die basismateriaal of splijtstoffen gebruikt, teruggewonnen of verkregen in dergelijke gemeenschappelijke ondernemingen;

(iii) iedere installatie die splijtstoffen gebruikt, teruggewonnen of verkregen hetzij uit basismateriaal, hetzij uit splijtstof, onderworpen aan controle krachtens artikel 1.

(b) Niettemin kan de Bestuurscommissie van het Agentschap (hierna te noemen de "Bestuurscommissie") de toepassing van de veiligheidscontrole buiten werking stellen in gevallen waarin splijtstoffen geëxporteerd worden uit het grondgebied dat valt onder de rechtsmacht van de Regeringen welke partij zijn bij dit Verdrag, mits deze splijtstoffen onderworpen zijn aan een gelijkwaardige veiligheidscontrole.

### ARTIKEL 3

Ten aanzien van iedere onderneming of installatie die aan controle is onderworpen heeft het Agentschap de volgende rechten en verplichtingen waarvan de omvang wordt bepaald door de veiligheidsvoorschriften bedoeld in artikel 8:

- (a) het onderzoeken van de ontwerpen voor speciale uitrusting en installaties, met inbegrip van kernreactoren, uitsluitend met het doel te verzekeren dat de controle doeltreffend kan worden uitgeoefend zoals voorzien in dit Verdrag;
- (b) het goedkeuren van de middelen te gebruiken voor de chemische bewerking van bestraalde materialen, uitsluitend met het doel te verzekeren dat het in artikel 1 omschreven oogmerk zal worden verwezenlijkt;
- (c) te eisen dat werkstaten worden bijgehouden en overgelegd, teneinde te verzekeren dat rekening en verantwoording ten aanzien van basismateriaal en splijtstoffen, gebruikt of voortgebracht door de onderneming of de installatie, kan worden afgelegd;
- (d) het verzoeken om en het in ontvangst nemen van rapporten ten aanzien van de gemaakte vorderingen.

### ARTIKEL 4

(a) Splijtstoffen teruggewonnen of verkregen uit basismateriaal of splijtstoffen die aan controle onderworpen zijn worden uitsluitend gebruikt voor vreedzame doeleinden, onder controle van het Agentschap, voor onderzoek of in reactoren die door de betrokken Regering of Regeringen worden aangegeven.

(b) Iedere hoeveelheid teruggewonnen of verkregen splijtstof die uitgaat boven hetgeen voor het boven vermelde gebruik nodig is, blijft onderworpen aan de controle van het Agentschap, dat kan eisen dat het bij het Agentschap in bewaring wordt gegeven of op andere plaatsen die door het Agentschap worden of kunnen worden gecontroleerd, mits daarna op verzoek van de betrokken partijen de aldus gedeponeerde splijtstoffen onmiddellijk aan de betrokken partijen zullen worden teruggegeven om te worden gebruikt onder dezelfde voorwaarden als hierboven vermeld.

### ARTIKEL 5

(a) Het Agentschap heeft het recht en de plicht naar het grondgebied dat valt onder de rechtsmacht van de Regeringen welke partij zijn bij dit Verdrag, inspecteurs te zenden, die door het Agentschap na overleg met de betrokken Regering of Regeringen worden aangewezen, welke inspecteurs te allen tijde toegang hebben tot alle plaatsen en gegevens, alsmede tot elke persoon die zich uit hoofde van zijn beroep met aan controle onderworpen materialen, uitrustingen of installaties bezig houdt, voorzover dit noodzakelijk is voor het afleggen van verantwoording voor aan controle onderworpen

basismateriaal en splijtstoffen en om er zich van te vergewissen of de verplichtingen, welke voortvloeien uit dit Verdrag en uit iedere andere door het Agentschap met de betrokken Regering of Regeringen gesloten overeenkomst, worden nageleefd.

(b) Indien deze verplichtingen niet in acht worden genomen kan het Agentschap verzoeken dat de maatregelen worden genomen die nodig zijn ter correctie van de situatie; indien dit niet binnen redelijke tijd gebeurt, kan het Agentschap één of meer van de hierna volgende maatregelen voorschrijven;

- (i) de opschorting of beëindiging van leveranties van materialen, uitrustingen of diensten geleverd door of onder toezicht van het Agentschap;
- ii) de teruggave van materialen en uitrustingen geleverd door of onder toezicht van het Agentschap.

## ARTIKEL 6

De Regeringen die partij zijn bij dit Verdrag zijn verantwoordelijk voor de tenuitvoerlegging van de maatregelen voorsgeschreven krachtens lid (b) van artikel 5 en in bevelschriften uitgegeven door de President van het Tribunaal krachtens artikel 11 (e) en zij zijn er tevens voor verantwoordelijk er, voorzover nodig, voor te zorgen dat de verantwoordelijke partijen iedere inbreuk zullen corrigeren.

## DEEL II

### ARTIKEL 7

De controle waarin dit Verdrag voorziet wordt uitgeoefend door de volgende lichamen, die binnen het Agentschap functioneren:

- (i) de Bestuurscommissie;
- (ii) een Controlebureau dat bestaat uit één vertegenwoordiger van elke Regering die partij is bij dit Verdrag.

### ARTIKEL 8

(a) Het Controlebureau is bevoegd:

- (i) veiligheidsvoorschriften uit te werken die voor de verschillende soorten ondernemingen de technische procedure voor de controle vaststellen;
- (ii) clausules op te stellen inzake de toepassing van veiligheidsvoorschriften die moeten worden opgenomen in met de betrokken Regeringen te sluiten overeenkomsten;
- (iii) na te gaan of de verplichtingen die voortspruiten uit dit Verdrag en uit de in lid (a) (ii) bedoelde overeenkomsten worden nagekomen;
- (iv) de rapporten te onderzoeken die betrekking hebben op het uitoefenen van de controle en in gevallen waarin het van oordeel is dat een inbreuk heeft plaats gevonden te onderzoeken dat de maatregelen worden genomen die nodig zijn ter correctie van de situatie, en, indien nodig, aan de Bestuurscommissie de voor te schrijven maatregelen voor te stellen.

(b) Het Controlebureau stelt de Bestuurscommissie op de hoogte van iedere inbreuk die naar zijn oordeel heeft plaats gevonden en brengt periodiek rapport uit aan de Commissie over al zijn activiteiten.

## ARTIKEL 9

(a) De beslissingen van het Controlebureau worden, tenzij zijn huishoudelijk reglement anders bepaalt, aangenomen bij meerderheid van zijn leden.

(b) Het Controlebureau wordt bijgestaan door een internationale staf die bestaat uit een Directeur van de controle en de administratieve en technische ambtenaren die nodig zijn om de functies van het Controlebureau uit te oefenen en, in het bijzonder, een groep internationale inspecteurs. De inspecteurs en de andere leden van de internationale staf zullen leden van de staf van de Organisatie zijn.

(c) Behoudens hun verantwoordelijkheid tegenover het Agentschap mogen de inspecteurs en de andere leden van de internationale staf, zelfs na beëindiging van hun dienstverband, geen feiten of inlichtingen bekend maken die te hunner kennis zijn gekomen in de uitoefening van hun taak. Iedere inbreuk op deze regel stelt hen in ieder gebied dat onder de rechtsmacht valt van de Regeringen die partij zijn bij dit Verdrag bloot aan die straffen die in dat gebied van kracht zijn voor inbreuken op de regels voor het beroepsgeheim, ongeacht de nationaliteit van de overtreder.

(d) De Organisatie vergoedt iedere onredelijke schade veroorzaakt door het Agentschap of door zijn personeel in de uitoefening van hun taak.

## ARTIKEL 10

(a) De Bestuurscommissie is bevoegd alle beslissingen te nemen die nodig zijn voor de toepassing van dit Verdrag en zij zal in het bijzonder:

- (i) het huishoudelijk reglement van het Controlebureau goedkeuren;
- (ii) de veiligheidsvoorschriften goedkeuren;
- (iii) onder voorbehoud van de goedkeuring van de Raad, overeenkomsten aangaan met de betrokken Regeringen;
- (iv) waar nodig de maatregelen voorschrijven waarin wordt voorzien in artikel 5 (b).

(b) De besluiten van de Bestuurscommissie die betrekking hebben op de toepassing van dit Verdrag worden genomen met eenparigheid van stemmen der aanwezige en hun stem uitbrengende leden. De beslissingen krachtens lid (a) (iv) van dit artikel vereisen echter een twee-derde meerderheid van de leden van de Bestuurscommissie, waaronder niet is begrepen het lid dat de Regering vertegenwoordigt op wier gebied de inbreuk heeft plaats gevonden.

## ARTIKEL 11

(a) Inspecties worden uitgevoerd krachtens een door het Controlebureau uitgegeven bevelschrift dat de installaties vermeldt die geïnspecteerd moeten worden.

(b) In ieder afzonderlijk geval moet de betrokken Regering er van tevoren van in kennis worden gesteld dat de inspectie zal worden uitgevoerd, maar een dergelijke voorafgaande kennisgeving vermeldt niet welke installaties geïnspecteerd zullen worden.

(c) Indien de betrokken Regering zulks verzoekt, worden de internationale inspecteurs vergezeld door vertegenwoordigers van de autoriteiten van die Regering, op voorwaarde dat de inspecteurs daardoor niet worden opgehouden of op andere wijze in de uitoefening van hun functie worden gehinderd.

(d) De internationale inspecteurs hebben tevens tot taak de in artikel 3 (c) bedoelde verantwoording met betrekking tot basismateriaal en splijtstof op te vragen en te controleren, alsmede na te gaan of de uit dit

Verdrag en uit iedere met de betrokken Regering of Regeringen gesloten overeenkomst voortvloeiende verplichtingen worden nageleefd. De inspecteurs brengen iedere inbreuk ter kennis van het Controlebureau.

(e) Bij verzet tegen de uitvoering van een inspectiemaatregel kan het Controlebureau de President van het Tribunaal, waarin in artikel 12 wordt voorzien, vragen om een bevelschrift voor de tenuitvoerlegging van een inspectiemaatregel tegen de betrokken onderneming. De President van het Tribunaal beslist hierover binnen drie dagen. De beslissing van de President prejudicieert niet op de beslissing van het Tribunaal ten aanzien van eventuele volgende eisen betreffende hetzelfde geval, die later krachtens artikel 13 mochten worden ingediend.

### DEEL III

#### ARTIKEL 12

(a) Hierbij wordt een Tribunaal ingesteld dat bestaat uit zeven onafhankelijke rechters die voor vijf jaar worden benoemd bij beslissing van de Raad of, indien de Raad niet tot een beslissing komt, door middel van het lot uit een lijst waarop door iedere Regering die partij is bij dit Verdrag een door haar voorgestelde rechter is geplaatst.

(b) Indien er in het Tribunaal geen rechter zitting heeft van de nationaliteit van een partij bij een aan het Tribunaal voorgelegd geval, kan de betrokken Regering iemand aanwijzen die in dat geval als toegevoegd rechter in het Tribunaal zitting zal hebben.

(c) De organisatie van het Tribunaal en de rechtspositie van de rechters dient in overeenstemming te zijn met de bepalingen van het aan dit Verdrag gehecht Protocol.

(d) Het Tribunaal neemt zijn eigen huishoudelijk reglement aan dat door de Raad dient te worden goedgekeurd.

#### ARTIKEL 13

(a) Iedere Regering die partij is bij dit Verdrag of iedere betrokken onderneming kan bij het krachtens artikel 12 opgerichte Tribunaal in beroep gaan tegen beslissingen

- (i) die betrekking hebben op de toepassing van artikel 3; indien binnen twee maanden na het verzoek om onderzoek of goedkeuring geen maatregelen zijn genomen, dient dit te worden beschouwd als een beslissing tot verwerping van het beroep;
- (ii) die één of meer van de maatregelen voorschrijven waarin is voorzien in artikel 5 (b).

(b) Indien krachtens het voorgaande lid beroep is aangetekend bij het Tribunaal, beslist het Tribunaal of de bestreden beslissing in overeenstemming is met de bepalingen van dit Verdrag, van de veiligheidsvoorschriften en van de in artikel 8 bedoelde overeenkomsten. Indien het Tribunaal tot de slotsom komt dat de bestreden beslissing in strijd is met deze bepalingen, neemt de Bestuurscommissie al die maatregelen die nodig zijn om de beslissing van het Tribunaal ten uitvoer te leggen.

(c) Het Tribunaal kan het Agentschap verplichten de schade te vergoeden die eventueel door de partij die in beroep is gegaan geleden wordt tengevolge van de bestreden beslissing.

(d) Iedere onderneming kan bovendien het Tribunaal verzoeken het Agentschap op te dragen iedere uitzonderlijke schade te vergoeden die de onderneming heeft geleden tengevolge van een uit hoofde van artikel 5 uitgevoerde inspectie.

#### ARTIKEL 14

Het Tribunaal is bevoegd beslissingen te nemen ten aanzien van ieder ander vraagstuk dat betrekking heeft op de gemeenschappelijke werkzaamheden van de Staten-Leden van de Organisatie op het gebied van de kernenergie, en dat aan het Tribunaal is voorgelegd in overeenstemming tussen de betrokken partijen bij dit Verdrag.

#### ARTIKEL 15

(a) Een beroep bij het Tribunaal in de gevallen bedoeld in lid (a) van artikel 13 dient te worden ingesteld binnen twee maanden na de datum van de bestreden beslissing, of, in andere gevallen, binnen drie jaar na de datum waarop de feiten die de onderneming in staat stellen schadevergoeding te eisen te harer kennis kwamen.

(b) Behoudens de bepalingen van het hiernavolgend lid heeft een bij het Tribunaal ingesteld beroep geen schorsende werking. Indien het Tribunaal echter van mening is dat de omstandigheden zulks eisen, kan het bevelen dat de tenuitvoerlegging van de beslissing waartegen het beroep is ingesteld wordt opgeschort.

(c) Een bij het Tribunaal ingesteld beroep tegen een beslissing, genomen krachtens artikel 5 (b) (ii), heeft schorsende werking. Het Tribunaal kan echter op verzoek van iedere Regering die partij is bij dit Verdrag de onmiddellijke tenuitvoerlegging van de beslissing bevelen.

#### DEEL IV

#### ARTIKEL 16

(a) Tussen de Organisatie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie (EURATOM) zal een overeenkomst worden gesloten waarin de regelingen worden omschreven volgens welke de bij dit Verdrag ingestelde controle binnen het gebied waarop het op 25 maart 1957 te Rome ondertekende Verdrag tot Oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie (EURATOM) van toepassing is zal worden uitgevoerd door de bevoegde lichamen van EURATOM, daartoe gemachtigd door het Agentschap teneinde de doelstellingen van dit Verdrag te verwezenlijken. Hiertoe strekkende voorstellen zullen worden voorgelegd aan de Europese Commissie, opgericht bij genoemd Verdrag, zodra deze Commissie is ingesteld, opdat binnen de kortst mogelijke tijd een dergelijke overeenkomst kan worden bereikt.

(b) Tussen de Organisatie en de Internationale Organisatie voor Atoomenergie kan eveneens een overeenkomst worden gesloten teneinde de tussen deze twee instellingen in het leven te roepen samenwerking te omschrijven.

#### ARTIKEL 17

In de zin van artikel 1 omvat het begrip militaire doeleinden het gebruik van splijtstof in oorlogswapens en sluit het gebruik van deze splijtstof in reactoren voor de produktie van elektriciteit en warmte of voor voortbeweging uit.

#### ARTIKEL 18

(a) De uitdrukking "splijtstoffen" betekent: plutonium-239, uranium-233, uranium verrijkt in de isotopen 235 of 233, elk materiaal dat een of meer der bovengenoemde stoffen bevat, alsmede zulk ander splijtbaar materiaal als de Bestuurscommissie van tijd tot tijd zal bepalen; de uitdrukking "splijtstoffen" omvat evenwel geen basis-materiaal.

(b) De uitdrukking "uranium verrijkt in de isotopen 235 of 233" betekent: uranium dat de isotopen 235 of 233 of beide bevat in zulk een hoeveelheid dat de verhouding van de totale hoeveelheid van deze isotopen tot het isotoop 238 groter is dan de verhouding van het isotoop 235 tot het isotoop 238 zoals dat in de natuur voorkomt.

(c) De uitdrukking "basismateriaal" betekent: uranium dat het mengsel van de in de natuur voorkomende isotopen bevat, uranium waaraan het isotoop 235 is onttrokken, thorium, elk der bovengenoemde stoffen in de vorm van metaal, alliage, scheikundige samentelling of scheikundig concentraat, elk ander materiaal dat een of meer der bovengenoemde stoffen bevat in die concentratie als de Bestuurscommissie van tijd tot tijd zal vaststellen, alsmede zulk ander materiaal als de Bestuurscommissie van tijd tot tijd zal bepalen.

(d) De uitdrukking "materiaal" betekent basismateriaal en splijtstof.

#### ARTIKEL 19

(a) De Regering van ieder land dat lid of geassocieerd lid is van de Organisatie dat dit Verdrag niet heeft ondertekend kan ertoe toetreden door middel van een aan de Secretaris-Generaal van de Organisatie gerichte mededeling, mits zij eveneens toetreedt tot het Agentschap.

(b) De Regering van ieder ander land dat dit Verdrag niet heeft ondertekend kan ertoe toetreden door middel van een aan de Secretaris-Generaal van de Organisatie gerichte mededeling, mits zij eveneens toetreedt tot het Agentschap en onder voorwaarde van de eenstemmige goedkeuring van de leden van de Organisatie. Een dergelijke toetreding treedt in werking met ingang van de datum van die goedkeuring.

#### ARTIKEL 20

Iedere Regering die partij is bij dit Verdrag kan de toepassing daarvan op zichzelf beëindigen door middel van een daartoe strekkende mededeling aan de Secretaris-Generaal van de Organisatie, met inachtneming van een opzeggingstermijn van twaalf maanden doch een dergelijke opzegging laat onverlet de controle, uitgeoefend over vóór dat tijdstip door of onder toezicht van het Agentschap geleverde materialen.

#### ARTIKEL 21

(a) Dit Verdrag dient te worden bekrachtigd. De akten van bekrachtiging worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie.

(b) Dit Verdrag treedt in werking bij de nederlegging van de akten van bekrachtiging door ten minste tien der ondertekenende Regeringen. Voor iedere ondertekenende Regering die het Verdrag op een later tijdstip bekrachtigt, treedt het in werking op het ogenblik van nederlegging van haar akte van bekrachtiging.

(c) De tenuitvoerlegging van dit Verdrag in het gebied van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie (EURATOM) is echter afhankelijk van het sluiten van de in artikel 16 (a) bedoelde Overeenkomst, met uitzondering—onverminderd de regelingen welke in die Overeenkomst zullen worden omschreven—van wat betreft haar toepassing op installaties binnen gemeenschappelijke ondernemingen.

#### ARTIKEL 22

De Secretaris-Generaal van de Organisatie doet aan alle Regeringen welke partij zijn bij dit Verdrag mededeling van de ontvangst van iedere akte van bekrachtiging of toetreding. Hij doet hun eveneens mededeling van de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag.

INTERPRETATIE MET BETREKKING TOT ARTIKEL 1

De bepalingen van artikel 1 (a) (ii) met betrekking tot "diensten welke door het Agentschap ter beschikking zijn gesteld of onder zijn toezicht staan" hebben betrekking op de bijzondere hulp die aan een land kan worden verleend krachtens een afzonderlijke daartoe gesloten overeenkomst die met de betrokken Regering is aangegaan. Zij hebben geen uitbreiding tot gevolg van de toepassing van artikel 2 door het scheppen van een vervolgingsrecht met inbegrip van controle op de activiteiten van personen, die aan gemeenschappelijke ondernemingen hebben medegewerkt, alsmede controle op het gebruik van de kennis, die zij, die aan die ondernemingen hebben deelgenomen, hebben verworven.

TEN BLIJKE WAARVAN de behoorlijk gemachtigde ondergetekende gevolmachtigden, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te Parijs, de twintigste december negentienhonderd zevenen-  
vijftig, in de Franse, Engelse, Duitse, Italiaanse en Nederlandse taal, in een  
enkel exemplaar dat zal blijven nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de  
Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, door wie gewaar-  
merkte afschriften zullen worden gezonden aan alle ondertekenende  
Regeringen.

Für die Bundesrepublik Deutschland:  
Per la Repubblica Federale di Germania:  
Voor de Bondsrepubliek Duitsland:

KARL WERKMEISTER.

Für Österreich:  
Per l'Austria:  
Voor Oostenrijk:

HERBERT PRACK.

Für Belgien:  
Per il Belgio:  
Voor België:

R. OCKRENT.

Für Dänemark:  
Per la Danimarca:  
Voor Denemarken:

E. N. BARTELS.

Für Frankreich:  
Per la Francia:  
Voor Frankrijk:

FRANÇOIS VALÉRY.



Für Griechenland:  
Per la Grecia:  
Voor Griekenland:

THÉODORE CHRISTIDIS.

Für Irland:  
Per l'Irlanda:  
Voor Ierland:

WILLIAM P. FAY.

Für Island:  
Per l'Islanda:  
Voor IJsland:

H. G. ANDERSEN.

Für Italien:  
Per l'Italia:  
Voor Italie:

G. COSMELLI.

Für Luxemburg:  
Per il Lussemburgo:  
Voor Luxemburg:

N. HOMMEL.

Für Norwegen:  
Per la Norvegia:  
Voor Noorwegen:

JENS BOYESEN.

Für die Niederlande:  
Per i Paesi Bassi:  
Voor Nederland:

E.N. VAN KLEFFENS.

Für Portugal:  
Per il Portogallo:  
Voor Portugal:

JOSÉ CALVET DE MAGALHÃES.

Für das Vereinigte Königreich von Grossbritannien und Nordirland:

Per il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord:

Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannie en Noord-Ierland:

HUGH ELLIS-REES.

Für Schweden:

Per la Svezia:

Voor Zweden:

INGEMAR HÄGGLÖF.

Für die Schweiz:

Per la Svizzera:

Voor Zwitserland:

GÉRARD BAUER.

Für die Türkei:

Per la Turchia:

Voor Turkije:

M. TINEY.

---

*List of Ratifications*

<i>Signatory State</i>	<i>Date of Deposit</i>
✓ United Kingdom ... ..	May 9, 1958.
✓ Austria ... ..	October 30, 1959.
✓ Belgium ... ..	July 22, 1959.
✓ Denmark ... ..	May 23, 1959.
✓ France ... ..	February 23, 1959.
✓ Germany (Federal Republic)* ... ..	July 22, 1959.
✓ Ireland ... ..	December 2, 1958.
✓ Netherlands ... ..	July 9, 1959.
✓ Norway ... ..	January 12, 1959.
✓ Portugal ... ..	September 26, 1959.
✓ Sweden (with reservation) ... ..	January 6, 1960.
✓ Switzerland ... ..	January 21, 1959.
✓ Turkey ... ..	July 20, 1959.
	<i>Accession</i>
✓ Spain ... ..	July 22, 1959.

\* Includes Land Berlin.

# PROTOCOLE RELATIF AU TRIBUNAL CRÉÉ PAR LA CONVENTION SUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN CONTRÔLE DE SÉCURITÉ DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

LES GOUVERNEMENTS parties à la Convention sur l'Établissement d'un Contrôle de Sécurité dans le Domaine de l'Énergie Nucléaire en date de ce jour (appelée ci-dessous la "Convention");

DÉSIREUX d'établir, conformément à l'Article 12 de la Convention, l'organisation du Tribunal créé par ledit article et le statut de ses juges;

SONT CONVENUS des dispositions ci-après, qui sont annexées à la Convention:

## ARTICLE 1

Le Tribunal créé par l'article 12 (a) de la Convention exerce ses fonctions conformément aux dispositions de la Convention et du présent Protocole.

## ARTICLE 2

(a) La désignation des juges, prévue à l'Article 12 (a) de la Convention, aura lieu dans un délai de six mois après l'entrée en vigueur de la Convention; les désignations ultérieures auront lieu dans les six mois suivant les vacances.

(b) Il est pourvu aux sièges devenus vacants, selon la méthode suivie pour la première désignation, pour la durée du mandat restant à courir.

## ARTICLE 3

(a) Les juges sont choisis parmi les personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles, ou qui sont des juristes possédant des compétences notoires.

(b) Les juges ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agents, conseils ou avocats de l'une des parties, membres d'un tribunal national ou international, d'une commission d'enquête, ou à tout autre titre. En cas de doute, le Tribunal décide.

(c) Le Tribunal ne pourra comprendre plus d'un ressortissant du même État.

## ARTICLE 4

(a) Les juges jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux dans leur qualité officielle. Ils continuent à bénéficier de cette immunité après la cessation de leurs fonctions. Le Tribunal peut lever cette immunité.

(b) Les juges ne peuvent être relevés de leurs fonctions que si, au jugement unanime des autres juges, ils ont cessé de répondre aux conditions requises pour leur désignation ou de satisfaire aux obligations découlant de leur charge.

(c) Le juge intéressé ne participe pas aux délibérations et décisions prévues au présent article.

## ARTICLE 5

(a) Le Tribunal élit son Président.

(b) Le Tribunal nomme son Greffier.

**PROTOCOL ON THE TRIBUNAL ESTABLISHED BY THE  
CONVENTION ON THE ESTABLISHMENT OF A SECURITY  
CONTROL IN THE FIELD OF NUCLEAR ENERGY**

THE GOVERNMENTS party to the Convention on the Establishment of a Security Control in the Field of Nuclear Energy dated this day (hereinafter referred to as the "Convention");

DESIROUS of determining in accordance with Article 12 of the Convention the organisation of the Tribunal established by the said Article and the status of its judges;

HAVE AGREED upon the following provisions which shall be annexed to the Convention: —

**ARTICLE 1**

The Tribunal established by Article 12 (a) of the Convention shall perform its duties in accordance with the provisions of the Convention and of the present Protocol.

**ARTICLE 2**

(a) The appointment of the judges provided for in Article 12 (a) of the Convention shall take place within a period of six months after the coming into force of the Convention; subsequent appointments shall take place within six months of the occurrence of vacancy or vacancies.

(b) Any vacancy shall be filled for the remainder of the term by the same method as that laid down for the first appointment.

**ARTICLE 3**

(a) The judges shall be highly qualified persons of known impartiality who satisfy the conditions required in their own countries for appointment to the highest judicial office or who are legal experts of wide repute.

(b) No judge may participate in the decision of any case in which he has previously taken part as representative, counsel, or advocate for one of the parties, or as a member of a national or international court, or of a commission of enquiry, or in any other capacity. Any doubt on this point shall be settled by decision of the Tribunal.

(c) No two judges may be nationals of the same State.

**ARTICLE 4**

(a) The judges shall be immune from legal process in respect of any act done by them in their judicial capacity. This immunity shall continue after they have ceased to hold office. Such immunity may be waived by the Tribunal.

(b) No judge may be removed from office unless, in the unanimous opinion of the other judges, he has ceased to satisfy the required conditions for his appointment or to carry out the obligations of his office.

(c) The judge concerned shall not take part in the deliberations and decisions under the present Article.

**ARTICLE 5**

(a) The Tribunal shall elect its President.

(b) The Tribunal shall appoint a Registrar.

#### ARTICLE 6

Les règles relatives aux honoraires des juges sont fixées par le Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Économique (appelée ci-dessous l' " Organisation ").

#### ARTICLE 7

- (a) Le Tribunal est convoqué, en cas de besoin, par le Président.
- (b) Le Tribunal tient ses séances au siège de l'Organisation.
- (c) Le Président préside aux délibérations du Tribunal. En cas d'empêchement ou dans le cas où le Président a la même nationalité qu'une des parties, le juge le plus âgé préside.

#### ARTICLE 8

- (a) Les délibérations du Tribunal sont valables si cinq juges sont présents.
- (b) Toutes les décisions du Tribunal sont prises à la majorité des juges présents.
- (c) En cas de partage des voix, la voix du Président ou de celui qui le remplace est prépondérante.

#### ARTICLE 9

- (a) L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit décidé autrement, d'office ou sur demande des parties.
- (b) Les délibérations du Tribunal sont secrètes. Ses décisions doivent être motivées et mentionner les noms des juges qui ont délibéré.

#### ARTICLE 10

(a) Les pays membres ainsi que l'Organisation sont représentés devant le Tribunal par un agent nommé pour chaque affaire. L'agent peut être assisté par des conseils ou avocats devant le Tribunal.

(b) Les autres parties peuvent être représentées par des personnes habilitées à plaider devant un Tribunal d'un des pays membres.

(c) Les agents, conseils et avocats visés au présent article jouissent de l'immunité de juridiction pour les paroles prononcées et les écrits produits par eux, en rapport avec l'exercice de leurs fonctions prévues au présent article. Ils jouissent en outre de l'inviolabilité des documents et de la liberté de mouvements entre le siège du Tribunal et le lieu de leur résidence habituelle.

(d) Ces immunités sont accordées auxdites personnes exclusivement dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice et dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches. Le Tribunal peut lever l'immunité lorsqu'il estime que la levée de cette immunité n'est pas contraire à une bonne administration de la justice.

(e) Le Tribunal jouit à l'égard des conseils et avocats qui se présentent devant lui, des pouvoirs normalement reconnus en la matière aux cours et tribunaux, dans les conditions qui seront déterminées par le Règlement de procédure.

#### ARTICLE 11

(a) Des témoins et experts peuvent être entendus dans les conditions qui seront déterminées par le Règlement de procédure.

(b) Les témoins et experts peuvent être entendus, soit sous la foi du serment selon la formule déterminée par le Règlement de procédure, soit suivant les modalités prévues par la législation nationale du témoin ou de l'expert.

## ARTICLE 6

The rules relating to the payment of fees to the judges shall be determined by the Council of the Organisation for European Economic Co-operation (hereinafter referred to as the "Organisation").

## ARTICLE 7

- (a) The President shall convene the Tribunal when necessary.
- (b) The Tribunal shall sit at the Headquarters of the Organisation.
- (c) The President shall preside at the proceedings of the Tribunal. If the President is unable to preside or in cases where the President is of the same nationality as one of the parties, the eldest of the other judges shall preside.

## ARTICLE 8

- (a) The proceedings of the Tribunal shall be valid if five judges are present.
- (b) All questions shall be decided by a majority of the judges present.
- (c) In the event of an equality of votes, the President or the judge who acts in his place shall have a casting vote.

## ARTICLE 9

- (a) Hearings shall be in public unless the Tribunal of its own motion or at the request of the parties shall decide otherwise.
- (b) The deliberations of the Tribunal shall be secret. The Tribunal shall state the reasons on which its decisions are based and shall give the names of the judges taking part therein.

## ARTICLE 10

- (a) The Member countries and the Organisation shall be represented before the Tribunal by a representative appointed for each case; the representative may be assisted before the Tribunal by counsel or advocates.
- (b) Other parties may be represented by persons entitled to plead before courts of any Member country.
- (c) The representatives, counsel and advocates referred to in the present Article shall enjoy immunity from legal process in regard to statements made and writings produced by them, in connexion with the performance of the duties contemplated in the present Article. In addition, their documents shall be inviolable and they shall enjoy freedom of movement between the seat of the Tribunal and their habitual place of residence.
- (d) The immunities are granted solely in the interest of the due administration of justice and so far as they are necessary to the persons concerned for the performance of their duties. The Tribunal may waive these immunities if it considers that such waiver is not contrary to the due administration of justice.
- (e) The Tribunal shall have, with respect to the counsel and advocates who appear before it, the powers normally accorded to courts and tribunals, under conditions which shall be determined by the Rules of Procedure.

## ARTICLE 11

- (a) Witnesses and experts may be heard under conditions which shall be determined by the Rules of Procedure.
- (b) Witnesses and experts may be heard either under oath in the form determined by the Rules of Procedure or in the manner laid down by the municipal law of the witness or expert.

#### ARTICLE 12

(a) Le Tribunal peut demander qu'un témoin ou un expert soit entendu par l'autorité judiciaire du lieu de sa résidence.

(b) Cette demande est adressée au Gouvernement en cause qui saisira l'autorité judiciaire compétente.

#### ARTICLE 13

(a) Toute violation de serment commise par un témoin ou un expert devant le Tribunal sera regardée comme l'équivalent de cette violation commise devant une cour, statuant en matière civile, du pays dans lequel le Tribunal a tenu sa session.

(b) Si une telle violation a été commise au cours d'une audition, visée à l'article 12 ci-dessus, devant une autorité judiciaire nationale, la législation nationale du pays de cette autorité judiciaire s'applique.

#### ARTICLE 14

Le Tribunal fixe le montant et l'attribution des dépens.

#### ARTICLE 15

Les frais relatifs au fonctionnement du Tribunal sont inscrits au budget de l'Organisation.

ARTICLE 12

(a) The Tribunal may request that a witness or expert be heard by the judicial authorities of his place of residence.

(b) The request shall be sent to the Government in question who shall convey it to the competent judicial authorities.

ARTICLE 13

(a) Any violation of an oath committed by witnesses or experts before the Tribunal shall be regarded as the equivalent of a violation committed before courts, dealing with a case in civil law, of the country in which the session of the Tribunal took place.

(b) If such an offence has been committed in the course of a hearing before a national judicial authority as provided for in Article 12 hereof, the national legislation of the country of this judicial authority shall apply.

ARTICLE 14

The Tribunal shall determine the amount and the incidence of costs.

ARTICLE 15

Expenses relating to the functioning of the Tribunal shall be entered in the budget of the Organisation.



EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries, duly empowered, have signed the present Protocol.

FAIT à Paris, le 20 décembre 1957, en français, en anglais, en allemand, en italien et en néerlandais, en un seul exemplaire qui restera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires.

DONE in Paris, this twentieth day of December Nineteen Hundred and Fifty Seven, in the French, English, German, Italian and Dutch languages in a single copy which shall remain deposited with the Secretary-General of the Organisation for European Economic Co-operation by whom certified copies will be communicated to all Signatories.

Pour la République fédérale d'Allemagne :

For the Federal Republic of Germany :

KARL WERKMEISTER.

Pour l'Autriche :

For Austria :

HERBERT PRACK.

Pour la Belgique :

For Belgium :

R. OCKRENT.

Pour le Danemark :

For Denmark :

E. N. BARTELS.

Pour la France :

For France :

FRANÇOIS VALÉRY.

Pour la Grèce :

For Greece :

THÉODORE CHRISTIDIS.

Pour l'Irlande :

For Ireland :

WILLIAM P. FAY.

Pour l'Islande :

For Iceland :

H. G. ANDERSEN.

Pour l'Italie :

For Italy :

G. COSMELLI.

- Pour le Luxembourg: For Luxembourg:  
N. HOMMEL.
- Pour la Norvège: For Norway:  
JENS BOYESEN.
- Pour les Pays-Bas: For The Netherlands:  
E. N. VAN KLEFFENS.
- Pour le Portugal: For Portugal:  
JOSÉ CALVET DE MAGALHÃES.
- Pour le Royaume-Uni de Grande-  
Bretagne et d'Irlande du Nord: For the United Kingdom of Great  
Britain and Northern Ireland:  
HUGH ELLIS-REES.
- Pour la Suède: For Sweden:  
INGEMAR HÄGGLÖF.
- Pour la Suisse: For Switzerland:  
GÉRARD BAUER.
- Pour la Turquie: For Turkey:  
M. TINEY.

## PROTOKOLL UBER DAS DURCH DAS ÜBEREINKOMMEN ZUR EINRICHTUNG EINER SICHERHEITSKONTROLLE AUF DEM GEBIET DER KERNENERGIE ERRICHTETE GERICHT

DIE REGIERUNGEN, die Vertragsparteien des Übereinkommens vom heutigen Tage zur Einrichtung einer Sicherheitskontrolle auf dem Gebiet der Kernenergie (im folgenden als "Übereinkommen" bezeichnet) sind—

IN DEM WUNSCH, gemäss Artikel 12 des Übereinkommens die Organisation des durch den genannten Artikel errichteten Gerichts sowie den Status seiner Richter zu bestimmen—

HABEN folgende Bestimmungen VEREINBART, die dem Übereinkommen beigelegt sind:

### ARTIKEL 1

Das durch Artikel 12 Absatz (a) des Übereinkommens errichtete Gericht übt seine Tätigkeit gemäss den Bestimmungen des Übereinkommens und dieses Protokolls aus.

### ARTIKEL 2

(a) Die in Artikel 12 Absatz (a) des Übereinkommens vorgesehene Bestellung der Richter findet binnen sechs Monaten nach Inkrafttreten des Übereinkommens statt; spätere Bestellungen erfolgen binnen sechs Monaten nach Freiwerden eines Sitzes.

(b) Ein friegewordener Sitz wird für die verbleibende Amtszeit nach dem bei der ersten Bestellung geübten Verfahren besetzt.

### ARTIKEL 3

(a) Als Richter sind Persönlichkeiten auszuwählen, die jede Gewähr für Unabhängigkeit bieten und in ihrem Staat die für die höchsten richterlichen Ämter erforderlichen Voraussetzungen erfüllen oder Juristen von anerkannt hervorragender Befähigung sind.

(b) Ein Richter darf nicht an der Erledigung einer Sache teilnehmen, in der er vorher als Bevollmächtigter, Rechtsbeistand oder Anwalt einer der Parteien, als Mitglied eines nationalen oder internationalen Gerichtes oder einer Untersuchungskommission oder in anderer Eigenschaft tätig gewesen ist. In Zweifelsfällen entscheidet das Gericht.

(c) Das Gericht darf nicht mehr als einen Angehörigen desselben Staates zum Mitglied haben.

### ARTIKEL 4

(a) Die Richter sind hinsichtlich ihrer in amtlicher Eigenschaft vorgenommenen Handlungen keiner Gerichtsbarkeit unterworfen. Diese Immunität steht ihnen auch nach Abschluss ihrer Amtstätigkeit zu. Das Gericht kann diese Immunität aufheben.

(b) Ein Richter kann nur dann seines Amtes enthoben werden, wenn er nach einstimmiger Auffassung der anderen Richter nicht mehr die für seine Bestellung erforderlichen Voraussetzungen erfüllt oder den sich aus seinem Amt ergebenden Verpflichtungen nicht mehr nachkommt.

(c) Der betroffene Richter wirkt bei den in diesem Artikel vorgesehenen Beratungen und Beschlüssen nicht mit.

#### ARTIKEL 5

- (a) Das Gericht wählt seinen Präsidenten.
- (b) Das Gericht ernennt seinen Kanzler.

#### ARTIKEL 6

Die Vorschriften über die Bezüge der Richter werden vom Rat der Organisation für Europäische Wirtschaftliche Zusammenarbeit (im folgenden als "Organisation" bezeichnet) erlassen.

#### ARTIKEL 7

- (a) Der Präsident beruft das Gericht je nach Bedarf ein.
- (b) Das Gericht tagt am Sitz der Organisation.
- (c) Der Präsident führt in den Verhandlungen des Gerichts den Vorsitz. Ist der Präsident verhindert oder hat er dieselbe Staatsangehörigkeit wie eine der Parteien, so führt der älteste der anderen Richter den Vorsitz.

#### ARTIKEL 8

- (a) Das Gericht ist verhandlungs- und beratungsfähig, wenn fünf Richter anwesend sind.
- (b) Alle Entscheidungen des Gerichts werden mit Stimmenmehrheit der anwesenden Richter gefasst.
- (c) Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Präsidenten oder des ihn vertretenden Richters den Ausschlag.

#### ARTIKEL 9

- (a) Die Verhandlungen sind öffentlich, wenn nicht das Gericht von Amts wegen oder auf Antrag der Parteien etwas anderes beschliesst.
- (b) Die Beratungen des Gerichts sind geheim. Seine Entscheidungen sind mit Gründen zu versehen; sie haben die Namen der Richter zu enthalten, die bei der Entscheidung mitgewirkt haben.

#### ARTIKEL 10

- (a) Die Mitgliedstaaten sowie die Organisation werden vor dem Gericht durch einen Bevollmächtigten vertreten, der für jede Sache bestellt wird. Er kann sich vor dem Gericht durch Rechtsbeistände oder Anwälte unterstützen lassen.
- (b) Die anderen Parteien können durch Personen vertreten werden, die befugt sind, vor einem Gericht eines Mitgliedstaates zu plädieren.
- (c) Die in diesem Artikel erwähnten Bevollmächtigten, Rechtsbeistände und Anwälte geniessen Befreiung von der Gerichtsbarkeit für die mündlichen und schriftlichen Äusserungen, die sie in Verbindung mit ihren in diesem Artikel vorgesehenen Aufgaben machen. Darüber hinaus geniessen sie Bewegungsfreiheit für Reisen zwischen dem Sitz des Gerichts und ihrem gewöhnlichen Aufenthaltsort; ihre Dokumente sind unverletzlich.
- (d) Diese Befreiungen werden den genannten Personen ausschliesslich im Interesse einer ordnungsgemässen Rechtspflege und in dem für die Wahrnehmung ihrer Aufgaben erforderlichen Umfang gewährt. Das Gericht kann diese Befreiungen aufheben, wenn dies nach seiner Auffassung einer ordnungsgemässen Rechtspflege nicht im Wege steht.
- (e) Das Gericht hat nach Massgabe der Verfahrensordnung gegenüber den vor ihm auftretenden Rechtsbeiständen und Anwälten die den Gerichten üblicherweise zuerkannten Befugnisse.

#### ARTIKEL 11

(a) Zeugen und Sachverständige können nach Massgabe der Verfahrensordnung vernommen werden.

(b) Zeugen und Sachverständige können entweder unter Benutzung der in der Verfahrensordnung vorgeschriebenen Eidesformel oder auf die in der Rechtsordnung ihres Landes vorgesehene Weise eidlich vernommen werden.

#### ARTIKEL 12

(a) Das Gericht kann beantragen, dass ein Zeuge oder Sachverständiger von der Justizbehörde seines Wohnortes vernommen wird.

(b) Dieser Antrag ist an die betreffende Regierung zu richten ; diese leitet ihn der zuständigen Justizbehörde zu.

#### ARTIKEL 13

(a) Jede von einem Zeugen oder einem Sachverständigen vor dem Gericht begangene Eidesverletzung wird wie die entsprechende strafbare Handlung vor einem in Zivilsachen zuständigen Gericht des Staates behandelt, in welchem das Gericht seine Sitzung abgehalten hat.

(b) Wird eine solche strafbare Handlung während einer im Artikel 12 vorgesehenen Vernehmung vor einer staatlichen Justizbehörde begangen, so finden die für diese geltenden innerstaatlichen Rechtsvorschriften Anwendung.

#### ARTIKEL 14

Das Gericht entscheidet über Höhe und Aufteilung der Kosten.

#### ARTIKEL 15

Die Ausgaben für die Tätigkeit des Gerichts gehen zu Lasten des Haushalts der Organisation.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten hierzu gehörig befugten Bevollmächtigten dieses Protokoll mit ihren Unterschriften versehen.

GESCHEHEN ZU Paris am 20. Dezember 1957 in französischer, englischer, deutscher, italienischer und niederländischer Sprache, in einer Urschrift, die bei dem Generalsekretär der Organisation für Europäische Wirtschaftliche Zusammenarbeit hinterlegt wird ; dieser übermittelt jedem Unterzeichner eine beglaubigte Abschrift.

[For signatures, see page 60]

## **PROTOCOLLO RELATIVO AL TRIBUNALE CREATO DALLA CONVENZIONE SULL'ISTITUZIONE DI UN CONTROLLO DI SICUREZZA NEL CAMPO DELL'ENERGIA NUCLEARE**

I GOVERNI partecipanti alla Convenzione sull'Istituzione di un Controllo di Sicurezza nel Campo dell'Energia Nucleare in data odierna (denominata qui appresso la "Convenzione");

DESIDERANDO regolare, in base all'articolo 12 della Convenzione, l'organizzazione del Tribunale creato dal detto articolo e lo statuto dei giudici che lo compongono;

HANNO CONVENUTO le disposizioni che seguono, le quali vengono allegate alla Convenzione:

### **ARTICOLO 1**

Il Tribunale creato dall'articolo 12 (a) della Convenzione esercita le proprie funzioni in base alle disposizioni della Convenzione e del presente Protocollo.

### **ARTICOLO 2**

(a) La designazione dei giudici, prevista dall'articolo 12 (a) della Convenzione, verrà effettuata entro il termine di sei mesi dall'entrata in vigore della Convenzione; le designazioni successive verranno effettuate entro i sei mesi successivi a ciascuna vacanza.

(b) I seggi che si rendono vacanti verranno coperti, con la stessa procedura seguita per la prima designazione, per la residua durata del mandato.

### **ARTICOLO 3**

(a) I giudici vengono scelti tra le personalità che offrano tutte le garanzie di indipendenza e che riuniscano le condizioni richieste per l'esercizio, nei rispettivi paesi, delle più alte funzioni giurisdizionali, ovvero che siano giureconsulti di notoria competenza.

(b) I giudici non possono partecipare al regolamento di alcuna questione della quale essi si siano precedentemente interessati in qualità di agenti, consulenti legali o avvocati di una delle parti, oppure come membri di un tribunale nazionale o internazionale, o di una commissione di inchiesta o a qualsiasi altro titolo. In caso di dubbio, spetta al Tribunale di decidere.

(c) Il Tribunale non potrà comprendere più di un cittadino dello stesso Stato.

### **ARTICOLO 4**

(a) I giudici godono dell'immunità di giurisdizione per gli atti da essi compiuti in veste ufficiale. Essi continuano a godere di tale immunità dopo la cessazione delle loro funzioni. Il Tribunale può togliere l'immunità.

(b) I giudici non possono essere rimossi dalle loro funzioni che allorquando, a giudizio unanime degli altri giudici, essi abbiano cessato di rispondere alle condizioni richieste per la loro designazione ovvero non soddisfino più agli obblighi derivanti della loro carica.

(c) Il giudice che sia interessato alle deliberazioni e decisioni previste dal presente articolo, non partecipa ad esse.

### **ARTICOLO 5**

(a) Il Tribunale elegge il suo Presidente.

(b) Il Tribunale nomina il suo Cancelliere.

#### ARTICOLO 6

Le norme relative agli onorari dei giudici sono fissate dal Consiglio dell'Organizzazione Europea di Cooperazione Economica (denominata qui appresso l' "Organizzazione").

#### ARTICOLO 7

- (a) Il Presidente convoca il Tribunale quando è necessario.
- (b) Il Tribunale si riunisce presso la sede dell'Organizzazione.
- (c) Il Presidente presiede alle deliberazioni del Tribunale. In caso di impedimento, ovvero allorchè il Presidente ha la stessa nazionalità di una delle parti, la presidenza è assunta dal giudice più anziano.

#### ARTICOLO 8

- (a) Le deliberazioni del Tribunale sono valide se almeno cinque giudici sono presenti.
- (b) Tutte le decisioni del Tribunale sono adottate a maggioranza dei giudici presenti.
- (c) In caso di parità di voti, il voto del Presidente o di chi lo sostituisce è preponderante.

#### ARTICOLO 9

- (a) L'udienza è pubblica, salvo decisione in contrario, adottata d'ufficio o su richiesta delle parti.
- (b) Le deliberazioni del Tribunale sono segrete. Le sue decisioni debbono essere motivate e citare i nomi dei giudici che hanno deliberato.

#### ARTICOLO 10

- (a) I paesi membri e l'Organizzazione sono rappresentati dinanzi al Tribunale da un agente nominato per ogni caso. L'agente può essere assistito dinanzi al Tribunale da consulenti legali o da avvocati.
- (b) Le altre parti possono essere rappresentate da persone abilitate al patrocinio dinanzi ad un Tribunale di uno dei paesi membri.
- (c) Gli agenti, i consulenti legali e gli avvocati di cui al presente articolo godono dell'immunità di giurisdizione per le parole pronunciate e per gli scritti da essi presentati, in relazione con l'esercizio delle loro funzioni previste dal presente articolo. Essi godono inoltre dell'inviolabilità dei documenti e della libertà di movimento fra la sede del Tribunale e il luogo della loro residenza abituale.
- (d) Tali immunità sono concesse alle dette persone esclusivamente nell'interesse della buona amministrazione della giustizia e nella misura necessaria allo svolgimento delle loro funzioni. Il Tribunale può togliere l'immunità allorchè giudichi che tale misura non sia contraria alla buona amministrazione della giustizia.
- (e) Il Tribunale detiene, nei confronti dei consulenti legali e degli avvocati che si presentano dinanzi ad esso, i poteri normalmente riconosciuti in tale campo alle corti e ai tribunali, alle condizioni che saranno determinate dal Regolamento di procedura.

#### ARTICOLO 11

- (a) Testimoni ed esperti potranno essere intesi alle condizioni che saranno determinate dal Regolamento di procedura.
- (b) I testimoni e gli esperti possono essere intesi sia sotto vincolo di giuramento secondo la formula fissata dal Regolamento di procedura, sia secondo le modalità previste dalla legislazione nazionale del testimone o dell'esperto.

#### ARTICOLO 12

(a) Il Tribunale può chiedere che un testimonio o un esperto sia inteso dall'autorità giudiziaria del suo luogo di residenza.

(b) La relativa domanda è indirizzata al Governo interessato che ne investirà l'autorità giudiziaria competente.

#### ARTICOLO 13

(a) Ogni violazione di giuramento commessa da un testimonio o da un esperto dinanzi al Tribunale verrà considerata alla stregua della stessa violazione commessa dinanzi ad una corte, giudicante in materia civile, del paese nel quale il Tribunale ha tenuto la sua sessione.

(b) Se tale violazione è stata commessa durante una audizione di cui al precedente articolo 12, dinanzi ad una autorità giudiziaria nazionale, si applicherà la legislazione nazionale del paese cui appartiene la detta autorità giudiziaria.

#### ARTICOLO 14

Il Tribunale fissa l'ammontare e l'attribuzione delle spese.

#### ARTICOLO 15

Le spese relative al funzionamento del Tribunale sono iscritte nel bilancio dell'Organizzazione.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti Plenipotenziari, debitamente autorizzati, hanno apposto le loro firme in calce al presente Protocollo.

FATTO a Parigi, il 20 dicembre 1957, nelle lingue francese, inglese, tedesca, italiana ed olandese, in un unico esemplare che verrà conservato dal Segretario generale dell'Organizzazione Europea di Cooperazione Economica, che ne trasmetterà copia conforme a tutti i firmatari.

[For signatures, see page 60]



## **PROTOCOL BETREFFENDE HET TRIBUNAAL INGESTELD BIJ HET VERDRAG INZAKE DE INSTELLING VAN EEN VEILIGHEIDS- CONTROLE OP HET GEBIED VAN DE KERNENERGIE**

DE REGERINGEN die partij zijn bij het heden gesloten Verdrag inzake de Instelling van een Veiligheidscontrole op het gebied van de Kernenergie (hierna te noemen het "Verdrag");

VERLANGEND in overeenstemming met artikel 12 van het Verdrag de organisatie vast te stellen van het bij dat artikel ingestelde Tribunaal alsmede de rechtspositie van zijn rechters;

HEBBEN overeenstemming bereikt ten aanzien van de volgende bepalingen die aan het Verdrag zullen worden gehecht:

### **ARTIKEL 1**

Het bij artikel 12 (a) van het Verdrag ingestelde Tribunaal vervult zijn functies in overeenstemming met de bepalingen van het Verdrag en van dit Protocol.

### **ARTIKEL 2**

(a) De benoeming van de rechters als voorzien in artikel 12 (a) van het Verdrag vindt plaats binnen een periode van zes maanden na de inwerking-treding van het Verdrag; latere benoemingen vinden plaats binnen zes maanden na het ontstaan van een vacature of vacatures.

(b) Iedere vacature wordt vervuld voor de rest van de ambtstermijn volgens dezelfde methode als bepaald voor de eerste benoeming.

### **ARTIKEL 3**

(a) De rechters zijn personen van grote bekwaamheid wier onpartijdigheid bekend is en die hetzij voldoen aan de voorwaarden welke in hun eigen land vereist worden om de hoogste rechterlijke ambten te bekleden hetzij algemeen bekende rechtsgeleerden zijn.

(b) Geen rechter mag deelnemen aan de berechting van enige zaak waarin hij vroeger is opgetreden als vertegenwoordiger, raadsman of advocaat van een der partijen, als lid van een nationaal of internationaal gerechtshof, als lid van een commissie van onderzoek, of in enige andere functie. In geval van twijfel op dit punt beslist het Tribunaal.

(c) Er mogen geen twee rechters zitting hebben die onderdanen zijn van dezelfde staat.

### **ARTIKEL 4**

(a) De rechters genieten immuniteit ten aanzien van rechtsvervolging met betrekking tot door hen in hun rechterlijke hoedanigheid verrichte handelingen. Deze immuniteit blijft van kracht ook nadat zij hun functie hebben neergelegd. Een dergelijke immuniteit kan door het Tribunaal worden opgeheven.

(b) Een rechter kan niet uit zijn ambt worden ontzet tenzij hij naar het eenstemmig oordeel van de andere rechters niet langer aan de voor zijn benoeming vereiste voorwaarden voldoet of als hij zijn ambtsplichten niet langer vervult.

(c) De betrokken rechter neemt niet deel aan de beraadslagingen en het nemen van de beslissingen uit hoofde van dit artikel.

## ARTIKEL 5

- (a) Het Tribunaal kiest zijn President.
- (b) Het Tribunaal benoemt een Griffier.

## ARTIKEL 6

De regels met betrekking tot de betaling van honoraria aan de rechters worden bepaald door de Raad van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking (hierna te noemen de "Organisatie").

## ARTIKEL 7

- (a) De President roept het Tribunaal bijeen wanneer zulks nodig is.
- (b) Het Tribunaal houdt zitting ten hoofdkwartiere van de Organisatie.
- (c) De President presideert de zittingen van het Tribunaal. Indien de President niet in staat is te presideren of in de gevallen waarin de President van dezelfde nationaliteit is als een der partijen, presideert de oudste der andere rechters.

## ARTIKEL 8

- (a) De zittingen van het Tribunaal zijn rechtsgeldig indien vijf rechters aanwezig zijn.
- (b) Alle beslissingen worden genomen bij meerderheid van de aanwezige rechters.
- (c) Indien de stemmen staken heeft de President, of de rechter die in zijn plaats optreedt, een beslissende stem.

## ARTIKEL 9

- (a) De behandeling vindt plaats in het openbaar tenzij het Tribunaal uit eigen beweging of op verzoek van partijen anders beslist.
- (b) De besprekingen van het Tribunaal zijn geheim. Het Tribunaal deelt de redenen mede, waarop zijn beslissingen zijn gebaseerd en vermeldt de namen van de rechters die eraan deelnamen.

## ARTIKEL 10

- (a) De Staten-Leden en de Organisatie worden voor het Tribunaal vertegenwoordigd door een vertegenwoordiger die voor ieder geval afzonderlijk wordt aangewezen; de vertegenwoordiger kan voor het Tribunaal worden bijgestaan door raadslieden of advocaten.
- (b) Andere partijen kunnen vertegenwoordigd worden door personen die gerechtigd zijn te pleiten voor rechtbanken van enige Lid-Staat.
- (c) De vertegenwoordigers, raadslieden en advocaten, bedoeld in dit artikel, genieten immuniteit ten aanzien van rechtsvervolging met betrekking tot door hen afgelegde verklaringen en overgelegde schriftelijke stukken in verband met de uitoefening van de in dit artikel bedoelde functies. Bovendien zijn hun documenten onschendbaar en genieten zij vrijheid van beweging tussen de zetel van het Tribunaal en hun gebruikelijke woonplaats.
- (d) De immuniteiten worden uitsluitend verleend in het belang van een juiste rechtsbedeling en voor zover zij voor de betrokken personen noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun functies. Het Tribunaal kan deze immuniteiten opheffen indien het van mening is dat een dergelijke opheffing niet in strijd is met een juiste rechtsbedeling.
- (e) Het Tribunaal heeft ten aanzien van de raadslieden en advocaten die voor het Tribunaal verschijnen dezelfde bevoegdheden als die welke gewoonlijk worden toegekend aan rechtbanken en tribunalen, onder de voorwaarden die worden bepaald in het huishoudelijk reglement.

#### ARTIKEL 11

(a) Getuigen en deskundigen kunnen worden gehoord onder de voorwaarden die worden bepaald in het huishoudelijk reglement.

(b) Getuigen en deskundigen kunnen worden gehoord hetzij onder ede in de vorm welke wordt bepaald in het huishoudelijk reglement, hetzij op de wijze, neergelegd in de nationale wetgeving van de getuige of deskundige.

#### ARTIKEL 12

(a) Het Tribunaal kan verzoeken dat een getuige of deskundige wordt gehoord door de gerechtelijke autoriteiten van zijn plaats van inwoning.

(b) Het verzoek wordt gericht aan de betrokken Regering, die het doorzendt aan de bevoegde gerechtelijke autoriteiten.

#### ARTIKEL 13

(a) Iedere schending van de eed door een getuige of deskundige voor het Tribunaal wordt beschouwd als gelijk te staan met een schending begaan voor een rechtbank, die zich bezighoudt met een civiele procedure, van het land waarin de zitting van het Tribunaal plaats vond.

(b) Indien een dergelijke schending is begaan tijdens het horen van een getuige of deskundige door een nationale gerechtelijke autoriteit, bedoeld in artikel 12 van dit Protocol, is de nationale wetgeving van het land van deze gerechtelijke autoriteit van toepassing.

#### ARTIKEL 14

Het Tribunaal bepaalt het bedrag en de verdeling der kosten.

#### ARTIKEL 15

De onkosten verbonden aan het doen functioneren van het Tribunaal worden opgevoerd op de begroting van de Organisatie.

TEN BLIJKE WAARVAN de behoorlijk gemachtigde ondergetekende gevolmachtigden dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te Parijs, de twintigste december negentienhonderd zevenenvijftig, in de Franse, Engelse, Duitse, Italiaanse en Nederlandse taal, in een enkel exemplaar dat zal blijven nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, door wie gewaarmerkte afschriften zullen worden gezonden aan alle ondertekenende Regeringen.

Für die Bundesrepublik Deutschland:  
Per la Repubblica Federale di Germania:  
Voor de Bondsrepubliek Duitsland:

KARL WERKMEISTER.

Für Österreich:  
Per l'Austria:  
Voor Oostenrijk:

HERBERT PRACK.

Für Belgien :  
Per il Belgio :  
Voor België :

R. OCKRENT.

Für Dänemark :  
Per la Danimarca :  
Voor Denemarken :

E. N. BARTELS.

Für Frankreich :  
Per la Francia :  
Voor Frankrijk :

FRANÇOIS VALÉRY.

Für Griechenland :  
Per la Grecia :  
Voor Griekenland :

THÉODORE CHRISTIDIS.

Für Irland :  
Per l'Irlanda :  
Voor Ierland :

WILLIAM P. FAY.

Für Island :  
Per l'Islanda :  
Voor IJsland :

H. G. ANDERSEN.

Für Italien :  
Per l'Italia :  
Voor Italie :

G. COSMELLI.

Für Luxemburg :  
Per il Lussemburgo :  
Voor Luxemburg :

N. HOMMEL.

Für Norwegen:  
Per la Norvegia:  
Voor Noorwegen:

JENS BOYESEN.

Für die Niederlande:  
Per i Paesi Bassi:  
Voor Nederland:

E. N. VAN KLEFFENS.

Für Portugal:  
Per il Portogallo:  
Voor Portugal:

JOSÉ CALVET DE MAGALHÃES.

Für das Vereinigte Königreich von Grossbritannien und  
Nordirland:  
Per il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord:  
Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannie en Noord-  
Ierland:

HUGH ELLIS-REES.

Für Schweden:  
Per la Svezia:  
Voor Zweden:

INGEMAR HÄGGLÖF.

Für die Schweiz:  
Per la Svizzera:  
Voor Zwitserland:

GÉRARD BAUER.

Für die Türkei:  
Per la Turchia:  
Voor Turkije:

M. TINEY.

*List of Ratifications*

<i>Signatory State</i>	<i>Date of Deposit</i>
United Kingdom ... ..	May 9, 1958.
Austria ... ..	October 30, 1959.
Belgium ... ..	July 22, 1959.
Denmark ... ..	May 23, 1959.
France ... ..	February 23, 1959. ...
Germany (Federal Republic) ... ..	July 22, 1959. †
Netherlands ... ..	July 9, 1959.
Portugal ... ..	September 26, 1959.
Turkey ... ..	July 20, 1959.

*Accession*

Spain ... ..	July 22, 1959.
--------------	----------------

